



# Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 17 DÉCEMBRE 2025 - N° 1313 - 55° ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

## L'année de la reine

**V**ous ne le saviez pas : la France a une reine. Issue des Marquises (de naissance) et des Cévennes (d'éducation), elle fut couronnée à Amiens le 6 décembre dernier. Son règne durera une année entière, pendant laquelle elle sera l'ambassadrice de la France dans un flux continu d'activités royales, promotion des marques françaises, de l'artisanat, du patrimoine, des causes humanitaires, bref tout ce qui est le devoir d'une reine. Elle défendra aussi les couleurs de la France dans les grandes assemblées générales des nations unies que sont les concours de Miss Monde et de Miss Univers. Car la France y fut rarement à l'honneur, une seule fois à Miss Monde en 1953, une à Miss Univers en 2016 (ce qui lui valut de rencontrer Donald Trump, propriétaire de la franchise de 1996 à 2015). Un titre de première dauphine à Miss Monde 2019 et un accessit à Miss Univers 2025 étaient allés à une miss Guadeloupe, qui avait été dauphine de France. Ces deux concours admettent les territoires ultra-marins indépendamment de la France, car ils prétendent fonctionner par continent. Cela donne à ceux-ci une exposition à l'international plutôt exceptionnelle sans déroger à leur nationalité.

La reine Hinaupoko (Devèze) a été acclamée avec enthousiasme tant en Polynésie française qu'en France métropolitaine. Elle s'est dit fière de permettre à la Polynésie de « briller au-delà de ses frontières » et s'est engagée à représenter toute cette année l'ensemble du peuple français. Le président de l'exécutif polynésien, Moetai Brotherson, tout indépendantiste qu'il soit, s'en est félicité. Sa concurrente, à un point près, était Miss Nouvelle-Calédonie. La France fut ainsi reconnue à Amiens dans sa pleine appartenance à l'Indo-Pacifique.



## SERVICE NATIONAL

# Pour quelles missions ?



Le projet présidentiel de service militaire volontaire de dix mois, détaillé le 27 novembre lors d'un déplacement dans le Vercors, souffre d'incohérences et d'insuffisances.

**TROP PEU D'HOMMES** pour des missions floues. Prévoir 50 000 hommes en 2035 n'est pas suffisant dans l'hypothèse d'un conflit de haute intensité, même si l'on passe de 50 000 à 80 000 réservistes. Il n'est pas sérieux d'affirmer que les jeunes appelés n'iront pas se battre à l'étranger, pour signifier qu'ils ne courront aucun danger.

On ne peut affirmer que le service militaire est destiné à renforcer les régiments déjà

constitués, et suggérer que ces régiments ne seront pas engagés dans un éventuel conflit. On ne peut non plus affirmer que la garde des points sensibles du territoire national est de tout repos, comme si l'efficacité meurtrière des saboteurs potentiels n'était pas démontrée. Il nous faut repenser et renforcer une réserve couplée avec les appelés. **L'article d'Éric Cézembre en pages 2 et 3.**

## Quartiers difficiles

La vie est insupportable dans les quartiers où s'entassent des immigrés qui ne veulent pas s'intégrer.

**LES NOUVEAUX VENUS** dans les quartiers sensibles ne ressemblent pas aux habitants installés depuis longtemps. Ils s'entassent dans des appartements sous-loués, vivent de petits trafics, n'envoient pas leurs enfants à l'école parce qu'ils n'ont pas de papiers et ne cherchent pas à apprendre le français. Dans les immeubles,

le bruit est intolérable. Dans les rues, on vend des brochettes ou de la drogue, et les immigrés installés légalement ont peur de sortir le soir. Les conflits à venir ne seront pas entre « Français de souche » et travailleurs immigrés, mais entre ces derniers et les nouveaux venus, devant des autorités débordées. **L'article de Ludmila Petrova, en page 5.**

### Dans ce numéro :

- Page 3 – Nos chars de combat.
- Page 6 – Les déçus de l'UE.
- Page 7 – L'avenir du Liban.
- Page 8 – Trump au Honduras.
- Page 12 – L'armée française, hier et aujourd'hui.
- Page 15 – Hannah Arendt.
- Page 16 – Le temps des Gilets jaunes.
- Page 19 – Madame Bovary.
- Page 24 – Éditorial : Sortir de la tenaille identitaire.



SOURCE : MINISTÈRE DES ARMÉES.

Chronique politique

## L'ami Bidasse, le retour ?

par Éric Cézembre.

Le service militaire serait de retour. *Exécutent* les divers gadgets « civiques » et « universels ». Réarmement de la Nation appelée enfin à prendre en main elle-même sa défense ? Ou bien nouvelle galéjade présidentielle ?

Nouvelle annonce du chef des Armées : un service militaire volontaire sera instauré, il devrait concerner en 2026 3 000 garçons et filles, 10 000 en 2030, 50 000 en 2035. Les volontaires ne seront pas engagés hors du territoire national. Ils renforceront les régiments et participeront à la défense du territoire. La formation initiale sera d'un mois. Lors de la Journée défense et citoyenneté (JDC), les aptitudes et compétences seront recensées pour permettre un éventuel appel sélectif.

**Deux dossiers étroitement imbriqués : le service militaire et la réserve ?** – Raisonnons, bien sûr, dans l'hypothèse d'un conflit de haute intensité. Un service militaire, obligatoire ou volontaire, par sélection ou tirage au sort, est envisagé ou déjà mis en œuvre dans nombre de pays d'Europe, l'obligation ne touchant chez eux que les hommes. À quoi peut servir un service militaire ? Au-delà des fantasmes sur le brassage social, à réarmer notre pays, en fournissant immédiatement des appelés aptes à combattre, qui deviendront des réservistes mobilisables.

Passer de 50 000 à 80 000 réservistes repose sur trois viviers : les anciens militaires professionnels, le recrutement direct, deux ressources existant déjà, et les anciens du

futur service militaire. Combiner ces trois voies doit respecter un équilibre entre grades et spécialités. Anciens cadres de métier, officiers et sous-officiers de réserve seront irremplaçables pour encadrer les futurs appelés.

**Au-delà de la formation initiale d'un mois, appelés comme réservistes doivent être entraînés de façon intensive et avec les forces d'active, au combat de haute intensité, et notamment au combat urbain.**

**Une cote mal taillée.** – Le projet présidentiel souffre d'incohérences et d'insuffisances. 3 000 volontaires la première année, 10 000 en 2030, 80 000 en 2035 ne suffiront pas à donner à nos forces le format nécessaire, et encore l'objectif final sera-t-il difficile à atteindre sans un minimum de coercition. Il faut dire qu'on sera après 2027...

Les deux fonctions annoncées – compléter les régiments et protéger territoire et populations – peuvent-elles être couvertes par les effectifs envisagés ? Une fonction n'est pas nommée : renforcer la logistique de forces appelées à combattre à plus de mille kilomètres de nos frontières.

**Envoyer des agneaux au massacre ?** – Le projet est présenté sur un ton lénifiant : les jeunes ne seront pas envoyés à l'étranger. Sous-entendu, ils ne courront pas grand risque. Pure illusion ! Garder des points sensibles, face aux redoutables spetsnaz russes, n'est pas une sinécure. Les saboteurs, en cas de conflit, agiraient où et quand ils voudraient sur des objectifs repérés, sans laisser leur chance aux défenseurs.

Renforcer les régiments sans les envoyer en corps intervenir face à une éventuelle attaque n'a, de même, pas de sens. Nous ne pourrions éternellement fonctionner sur la base de groupements tactiques interarmes piochés dans divers régiments. À ce propos, nous n'avons pas aujourd'hui le matériel pour armer l'ensemble de nos forces, sans parler des dizaines de milliers de volontaires et de réservistes.

**Quelles armées pour le choc ?** – La technique russe est connue : intervenir de façon écrasante sur l'objectif principal, faire peur et mal aux tiers pour les inviter à se tenir à l'écart. Le territoire national est une cible, la guerre éventuelle ne serait pas un spectacle à regarder sur les écrans.

*Royaliste* alerte depuis des années sur le format insuffisant de nos armées, terre, mer, air et espace : nous n'y reviendrons pas ici. Mais même dans le format actuel d'armée bonsaï, les appelés comme les réservistes peuvent redonner – un peu – d'épaisseur, à condition d'y être entraînés. Nos forces souffrent aujourd'hui, faute de crédits et de disponibilité des matériels, d'un déficit d'entraînement réaliste, même si les simulateurs y pourvoient en partie. Au-delà de la formation initiale d'un mois, appelés comme réservistes doivent être entraînés de façon intensive et avec les forces d'active, au

◀ **Soldats français.** Le succès du nouveau service national dépendra des moyens consacrés à l'entraînement et à l'équipement des unités.

Défense

## Nos chars de combat

combat de haute intensité, et notamment au combat urbain. L'ancien service militaire, après deux mois de formation souvent mal vécus par des appelés ramollis, consistait largement à attendre l'ennemi... mais surtout la quille !

La fonction de protection du territoire et de la population ne pourra éviter un certain nombre de gardes statiques, mais elle devra développer un volet offensif, à base de drones et de commandos de chasse. Voudrions-nous faire jouer à nos jeunes le rôle de la chèvre attachée au piquet ?

**Réserve unique, réserve diverse.** – Disons-le: nos responsables militaires n'aiment pas trop la réserve. Ils ont tort: l'Ukraine nous montre comment une armée mobilisant des hommes et des femmes de toutes conditions et de toutes formations dame le pion à une armée d'engagés recrutés dans la part la moins évoluée de la population.

La séparation entre réserve opérationnelle et réserve citoyenne (souvent mondaine) n'a plus de sens quand la limite d'âge de la réserve a été portée à 72 ans, et lorsque l'opérateur de drone, le cybercombattant, est aussi indispensable que le fantassin de première ligne. Les jeunes cadres de la réserve opérationnelle, aujourd'hui remerciés après quelques années, sont indispensables à l'encadrement des futurs appelés et des réservistes, comme au rayonnement des armées.

La réserve doit s'ouvrir à tous les talents, notamment aux jeunes professeurs, aux instructeurs de sport et d'arts martiaux. La scolarité des grandes écoles de la fonction publique doit à nouveau inclure une année en tant qu'officier dans une unité combattante. En amont, la politique d'éducation à la défense, qui a prouvé son efficacité, doit devenir une priorité.

Une réserve largement ouverte sur la Nation, sa diversité et ses talents, loin de l'entre-soi militaire, prête à agir de façon offensive, voilà qui peut dissuader tout ennemi potentiel, ressouder le pays et manifester que notre Nation est debout. ■

**Le successeur du char Leclerc ne peut plus attendre. Mais le retard pris sera difficile à rattraper.**

Dans un article récent, le site *Zone militaire* évoque le manque de perspective de la France en matière de chars de combat (1). Il serait trop long de faire le détail des responsabilités qui ont conduit à l'abandon du programme Leclerc, mais le résultat est là: « *L'Armée de terre n'a finalement reçu que 406 chars. Et, selon la loi de programmation militaire 2024-2030, elle n'alignera plus que 200 exemplaires, portés au nouveau standard XLR. Quant aux autres, ils furent mis en réserve pour être "cannibalisés" au profit du parc en service. Seulement, cette réserve de pièces détachées s'épuise.* » Notre parc est peu fourni et vieillit rapidement.

Ces questions ont longtemps été reléguées au second plan. Depuis 2017, tous les espoirs étaient mis dans le mirifique programme franco-allemand de « *char du futur* » (MGCS) qui devait passer en production en 2030. Manque de chance, ce programme a pris un retard considérable: on vise actuellement un horizon 2045 !

Ce qui est sûr, comme le souligne *Zone militaire*, c'est que l'Armée de terre allemande « *peut se permettre d'attendre l'arrivée du MGCS: à terme, elle comptera 430 chars Leopard 2, dont 198 Leopard 2A8, le dernier standard récemment dévoilé par KNDS Deutschland. En outre, les travaux sur un Leopard 3 ont été lancés outre-Rhin* ». En clair, l'Allemagne, elle, continue de produire et de répondre à ses besoins.

Des parlementaires français n'ont pas manqué d'alerter sur le risque de déclassement de nos armées en cas de retour de guerres de haute intensité, avec usage massif de blindés. Le délégué général pour l'armement a fini par convenir, lors d'une audition en octobre à l'Assemblée, qu'il fallait envisager une solution intermédiaire pour succéder au Leclerc à la « *charnière 2030-2040* ».



**Char Leclerc Evolution.** Le nouveau modèle proposé par KNDS France, doté du fameux canon Ascalon.

Rapporteur du budget de la défense à l'Assemblée, François Cormier-Bouligeon considère que cette solution intermédiaire doit être, de préférence, nationale. Une étude récente conduite par l'Institut français des relations internationales (IFRI) estime qu'« *une solution souveraine aurait l'avantage de pouvoir s'adapter aux spécificités doctrinales et capacitaires françaises là où un achat sur étagère exigerait un temps d'adaptation des forces à une capacité souvent pensée d'abord pour l'export* ». Le seul défaut de cette proposition, c'est le temps: une solution souveraine pourrait demander une décennie.

Les corapporteurs du budget de la défense au Sénat, Hugues Saury et Hélène Conway-Mouret, arrivent au même constat, avec toutefois une différence importante: ils préconisent une solution intermédiaire franco-allemande. Avec le risque de se heurter aux mêmes difficultés que pour le programme MGCS.

Reste une troisième voie: celle d'un achat par la France d'un matériel sur étagère rapidement disponible (la Pologne vient de se doter du dernier modèle de char sud-coréen), en tenant compte de l'objection émise par l'IFRI quant à la cohérence de ce matériel avec les besoins et la doctrine de l'armée française.

Il est irritant de constater qu'un sujet aussi sensible a mis autant de temps à percer. Le Premier ministre vient de confirmer qu'une actualisation de la LPM 2024-2030 sera présentée au Parlement au cours du premier trimestre 2026. On ne comprendrait pas que la question des chars de combat n'y figure pas en bonne place. ■

HUBERT DE MARANS.

### Sur le mur de Jean Chouan

IL NOUS FAUT UNE RÉSERVE « PRÊTE À AGIR DE FAÇON OFFENSIVE, POUR DISSUADEUR TOUT ENNEMI POTENTIEL ».



ALORS ON RELANCE UN SERVICE MILITAIRE, MAIS SANS MATÉRIEL, SANS FORMATEURS, SANS BUDGET ET SANS ENTRAÎNEMENT.



PAS GRAVE: LES JEUNES N'IRONT PAS SUR LE FRONT (ET L'ENNEMI SÉRA PRIÉ DE NE PAS S'INFILTRER À L'INTÉRIEUR DU PAYS) !



IL FAUDRA JUSTE LES AVERTIR QU'UNE VRAIE GUERRE NE DONNE PAS DROIT À TROIS VIES AVANT UN « GAME OVER » !



(1). <https://www.opex360.com>

Que reste-t-il des courants politiques ?

## Le radicalisme (1)

Si le Parti radical ne vit le jour qu'en 1901, le radicalisme – comme doctrine politique – apparut sous la monarchie de Juillet. Il connut moult inflexions au gré des circonstances.

Tout courant politique a ses figures de proue. Aussi méconnu soit-il aujourd'hui, Alexandre Ledru-Rollin (1807-1874) fut le pionnier du radicalisme. Cet avocat parisien, élu député de la Sarthe en 1841, fonda *La Réforme* ; le but de ce journal était fort simple : plaider pour l'instauration du suffrage universel. Qui plus est, Ledru-Rollin assignait une fin sociale à la démocratie, soit l'édification d'une troisième voie entre le libéralisme économique qui asservit les plus humbles au profit des puissants, et le socialisme menaçant la propriété privée. Concrètement, il caressait l'idée d'une société de petits propriétaires, maîtres de leurs instruments de travail, échappant ainsi à l'aliénation salariale. Consensuelles de nos jours, ces positions étaient volontiers qualifiées d'extrémistes à son époque. Seule la constellation de la gauche républicaine s'y reconnaissait. Mais puisque se proclamer républicain n'était pas sans risque sous Louis-Philippe – la loi sur la presse du 9 septembre 1835 prévoyait des poursuites judiciaires –, moult partisans de la république se qualifièrent de « radicaux », certainement en référence aux radicaux anglais qui s'illustrèrent pendant la Révolution française.

Sous la Deuxième République, le radicalisme fut pris en étau : débordé sur sa gauche par le socialisme ; tenu en suspicion par le conservatisme de Louis-Napoléon. Et pourtant, dans ce contexte périlleux, naquit la

Montagne – coalition entre diverses forces de gauche sous la houlette de Ledru-Rollin. Elle s'affirma comme une grande force politique lors des législatives de mai 1849, tant et si bien qu'elle obtint plus de 200 députés et environ 35 % des voix. Mais de la gloire au précipice, il n'y a parfois qu'un pas. Hostiles à l'intervention du futur Napoléon III contre la République romaine, les représentants montagnards appelèrent le peuple à manifester le 13 juin 1849. Cette journée profita cependant au pouvoir en place : entre autres conséquences, trente et un députés, dont Ledru-Rollin, furent contraints à l'exil ou à la prison.

Il fallut attendre le crépuscule du Second Empire pour que le radicalisme entamât sa renaissance. Le « programme de Belleville » (1869) accepté par Gambetta en fut le symbole. Soucieux des libertés publiques et du suffrage universel, ce même programme était toutefois bien plus conservateur sur le plan social que celui esquissé par la Montagne en 1849. Suppression des

armées permanentes, séparation des Églises et de l'État, instruction primaire gratuite, laïque et obligatoire : voilà ce qui figurait au rang des nouveautés.

L'avènement de la III<sup>e</sup> République ne signifia nullement l'unification du radicalisme. Pis, il se scinda en deux courants : celui des radicaux intransigeants, qui, en sus de l'application stricte du programme radical, exigeait la suppression de la présidence de la République, perçue comme un des oripeaux de la figure royale, et du Sénat, jugé comme une institution aristocratique ; celui des radicaux de gouvernement, partisans du compromis, qui misait sur le long terme pour réaliser les idées radicales. Georges Clemenceau incarnait la première tendance, Léon Bourgeois, la seconde. En revanche, tous convergeaient pour s'opposer à ces républicains dits « opportunistes » ou « modérés » jugés trop à droite. La fondation du Parti radical n'allait plus tarder ; les circonstances s'en chargèrent. ■

LÉON LETELLIER.

### La politique au crible

■ **Budget.** – Il faut reconnaître à Sébastien Lecornu un certain savoir-faire. Le vote favorable obtenu le 9 décembre sur le projet de loi de financement de la « sécu » n'avait rien d'évident et il a su jouer de toutes les ficelles pour y parvenir : contenter le PS, calmer Les écologistes, ne pas (trop) froisser les macronistes et placer les LR en face du spectre d'une dissolution. Pari doublement gagné puisque la plupart des blocs de l'Assemblée sortent encore plus divisés après ce débat : les amis d'Édouard Philippe ont fait sécession du « socle commun », entre les socio-écologistes et LFI la haine est à son comble, et les LR sont au bord de la scission. Bref, tous les ingrédients semblent réunis pour que le travail de débauchage se poursuive jusqu'au vote final du budget. Même si cette « cuisine » finit par donner la nausée.

■ **Défense.** – Si le gouvernement a réussi son coup sur le PLFSS, le débat qu'il a provoqué le même jour dans l'hémicycle sur le budget de la défense s'est révélé plutôt contre-productif. Que cherchait le Premier ministre ? À démontrer que le sujet était lourd, qu'il faisait consensus et qu'il pouvait justifier que l'on vote l'ensemble du budget. Or, les vieilles passions se sont rallumées à la gauche de la gauche, le représentant du PC s'étant livré à une diatribe ridicule contre « les marchands de canons » et les « va-t-en-guerre », suivi par celui de LFI. Quant au RN, il a eu beau jeu de dire que son accord sur les crédits militaires ne l'engageait pas sur le reste. Au final, un débat qui a plutôt rouvert des divisions alors qu'on cherchait à rassembler.

■ **Élus locaux.** – Une bonne nouvelle dans cette période qui en manque cruellement : l'Assemblée a définitivement approuvé, le 8 décembre, la loi sur le statut des élus locaux. Au sein de cette panoplie de mesures réclamée depuis longtemps par les associations d'élus : une revalorisation des indemnités versées aux maires des petites communes, l'octroi automatique de la protection fonctionnelle en cas de violence et une plus grande sécurité juridique dans les prises de décisions. A quelques mois des municipales, voilà de quoi donner un peu d'espoir à nos futurs édiles.

■ **Terra Nova.** – Le *think tank* de la gauche bien-pensante vient de commettre un rapport qui va à nouveau plonger dans l'embarras ses camarades socialistes : après avoir suggéré il y a quelques années d'abandonner la défense de la classe ouvrière au profit des droits des minorités, voilà qu'il propose de résorber les déficits en taxant les retraités et en diminuant la consommation populaire, *via* une hausse de la TVA. Même le MEDEF n'aurait pas osé...

■ **Nouvelle-Calédonie.** – Le gouvernement n'arrive pas à imposer son agenda sur le dossier néocalédonien et il risque de perdre en route quelques soutiens précieux à l'accord signé en juillet 2025. En proposant la tenue d'une « consultation anticipée » sur cet accord en mars, la ministre des Outre-mer, Naïma Moutchou, a donné le sentiment de vouloir brûler les étapes. Devant la commission des Lois de l'Assemblée, le 10 décembre, elle a fini par admettre que son projet ne faisait pas consensus et que la main devait rester aux acteurs locaux.

HUBERT DE MARANS.

D.R.



Alexandre Ledru-Rollin. Chef de file des républicains radicaux de 1840 jusqu'au Second Empire.

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : NIOUX.



◀ **Quartier sensible en Île-de-France.** Insécurité, trafic, corruption y explosent avec l'arrivée de nouveaux migrants peu soucieux de s'intégrer.

du crack, mais là, il vaut mieux ne pas s'y risquer.

**Des cités gangrenées par les trafics et la corruption.** – Certaines municipalités, conscientes de l'amoncellement des problèmes, cherchent à y remédier. Dans l'une d'elles, que je connais bien, le maire fait des réunions de voisinage pour favoriser le fameux « vivre ensemble ». Mais les personnes concernées ne viennent pas à ces sympathiques rendez-vous pour une raison toute simple : ces Guinéens, ces Maliens, ces Congolais, ces Camerounais, ces Pakistanais ne parlent pas français et ne veulent pas apprendre notre langue. Contrairement aux anciennes générations d'immigrés, il n'y a pas de désir d'intégration, ni par le travail ni par l'école. Beaucoup d'enfants restent confinés dans leur appartement surpeuplé et l'on devine que, passé dix-douze ans, ils iront rejoindre leurs camarades plus âgés pour se livrer au trafic de cigarettes puis à des activités plus rentables. Il y a aussi les mineurs qui fuguent et qui se retrouvent dans le trafic de drogue ou dans la prostitution.

Les parents paient les sous-locations par la vente à la sauvette de brochettes, de bouteilles d'alcool, de vieux vêtements. Ceux qui parviennent à devenir des locataires légaux se mettent sans délai à sous-louer leur appartement dans les mêmes conditions inacceptables. Les prostituées, qui commencent très jeunes leur activité, travaillent dans certaines chambres louées à cet effet, dans les bois ou même dans les parties communes des immeubles. Tout cela constitue une économie de la misère, mais les transferts d'argent vers l'étranger sont constants et abondants, alors que les enfants des généreux donateurs sont mal vêtus, mal nourris et ne partent pas en vacances.

Tout le monde connaît et subit ces situations : les municipalités, la police, les propriétaires, les gestionnaires de l'immobilier privé, les offices de HLM, les commerçants qui subissent une concurrence déloyale. Mais on se tait, même quand on est noir de peau, pour ne pas être accusé de racisme. On se tait parce qu'on est débordé par les événements, par l'économie clandestine, par la délinquance. Mais garder le silence ne signifie pas qu'on est la victime résignée de l'impuissance générale et de la corruption galopante. Il peut y avoir des violences entre les immigrés qui travaillent normalement et les nouveaux venus qui ne respectent rien, ni les autorités, ni leurs voisins, ni leurs propres enfants. Il peut aussi y avoir de nombreuses voix d'électeurs issus de l'immigration qui se porteront vers le Rassemblement national – alors que ce parti est, comme les autres, incapable d'apporter le plus petit commencement de solution. ■

LUDMILA PETROVA.

### Loin des centres-villes

## Des quartiers de plus en plus difficiles

Dans les quartiers réputés sensibles, où vit la population précarisée ou sans emploi, les habitants immigrés ou issus de l'immigration supportent de plus en plus difficilement les nouveaux arrivants qui refusent de s'intégrer et qui vivent de trafics en tous genres.

Ma ville, la nuit, je ne la reconnais plus. Quand j'y suis arrivée, il y a vingt ans, tout était tranquille et il était possible de marcher en toute sécurité. Maintenant il y a du bruit et du désordre. Des groupes sont assemblés pour boire de l'alcool et les bouteilles de bière vides roulent sur le sol. La fumée des grillades en plein air empeste la rue.

De retour chez soi, on n'est pas à l'abri. Dans l'appartement du dessus, des enfants courent en criant. À côté, c'est la même chose. Parfois, c'est pire. Deux ou trois étages ressentent les vibrations provoquées par une machine que fait fonctionner le père de famille à toute heure. Ce qu'il fabrique ? On ne sait. Si l'on se plaint au gardien, il ne sait rien et n'entend rien. Les bailleurs gardent le silence : l'important, à leurs yeux, c'est l'argent qui rentre. Dans les municipalités de gauche, les syndicats plaident pour la compréhension et pour la compassion..., ce qui finit par énerver. Bien sûr, il est toujours possible de prévenir la police, mais le commissariat est surchargé de tâches et la police ne se déplace que pour les blessés graves et le trafic de drogue. Alors on subit, jusqu'au moment où quelqu'un pétera un plomb.

On dira que ce sont de petites histoires de voisinage, qui ont toujours existé dans les immeubles populaires et les cités ouvrières. Nous n'en sommes plus là. Le phénomène nouveau, qui perturbe profondément la vie des cités, c'est la sous-location systématique à des familles récemment arrivées d'Afrique subsaharienne. Hommes, femmes et enfants s'entassent dans deux ou trois pièces. Dans un F3,

on peut compter quatre femmes, quatre hommes et huit enfants. Dans un studio, dix personnes peuvent venir dormir à tour de rôle. N'oublions pas les animaux de compagnie, Pitbulls compris. Certaines femmes qui arrivent sont enceintes, d'autres ont des enfants en âge d'aller à l'école mais ils n'y vont pas parce que les parents n'ont pas de papiers. D'où le bruit, incessant, dans les appartements et les escaliers.

**Contrairement aux anciennes générations d'immigrés, il n'y a pas chez les nouveaux arrivants de désir d'intégration, ni par le travail ni par l'école.**

Les locataires légaux, transformés en marchands de sommeil, font de bonnes affaires et les gardiens d'immeuble ferment les yeux par lassitude ou parce qu'ils sont partie prenante dans les trafics. La corruption, ce n'est pas seulement dans les hautes sphères politiques : cela commence dans la cage d'escalier. Comme les immeubles qui abritent cette population sont dégradés et que les propriétaires ne font rien pour améliorer la situation, il y aura un jour ou l'autre un incendie avec des morts qu'on n'arrivera même pas à identifier. La presse demandera comment un tel drame est possible, la télévision filmara la façade noircie puis les médias passeront à autre chose et rien ne changera dans la cité.

Ces habitants clandestins peuvent mourir calcinés, mais ils ont un toit. D'autres, moins chanceux, viennent dormir dans les escaliers à partir de minuit, ou dans une épave de voiture sur un parking désaffecté. Il y a aussi des squats, tenus par les usagers

Échos de Bruxelles

## Les déçus de l'Union européenne

Pour les médias et les partis de gouvernement, l'Union européenne (UE) est un facteur de consensus. Toute mise en cause est mise au compte des extrémistes. On a oublié la courte victoire du Oui (51 % des voix) au référendum de 1992 sur le traité de Maastricht et la victoire du Non au référendum de 2005 sur le projet de « Constitution européenne ». L'opposition aux traités européens est désormais silencieuse puisque le Rassemblement national et La France insoumise ont cessé leurs attaques contre les organismes européens et l'euro.

Le consensus reposait moins sur l'adhésion que sur l'indifférence et la résignation mais, à l'exception des syndicats paysans qui protestent contre le libre-échange, le temps de la contestation semblait révolu. La surprise vient de trois ardents défenseurs de l'UE, qui ont consacré une grande partie de leur vie à la promotion de cette cause par leurs livres et leurs articles.

Le premier, Jean-Louis Bourlanges, a été député européen et a présidé la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Le deuxième, Nicolas Baverez, qui publie régulièrement des tribunes dans *Le Figaro*, est très écouté à droite. Le troisième, Jean Pisani-Ferry, a dirigé le Commissariat général à la stratégie avant d'animer le pôle programme du candidat Macron en 2017. Parvenues au soir de leur vie, ces trois personnalités de l'establishment avouent ne plus croire en l'Union européenne. « *À l'heure où s'achève ma vie publique, j'ai un peu le sentiment d'avoir labouré la mer* », écrit Jean-Louis Bourlanges (1). Jean Pisani-Ferry reconnaît qu'il n'avait pas prévu les dégâts que provoquerait la mondialisation, ni ses conséquences politiques sous forme de réactions identitaires (1). Nicolas Baverez dénonce enfin une Union européenne muée en un monstre technocratique qui « *joue désormais contre l'Europe* » (2).

Ces déclarations sont passées inaperçues. Elles n'en révèlent pas moins l'amorce d'une crise de conscience dans le milieu dirigeant. ■

CLAUDINE UZERCHE.

(1). Cf. l'article du *Monde* du 20 septembre 2025 « Le bilan amer de deux baby-boomers, Jean Pisani-Ferry et Jean-Louis Bourlanges ».

(2). Cf. Nicolas Baverez, « Les États doivent reprendre le contrôle de l'Union européenne », *Le Figaro* du 14 septembre 2025.

■ **L'ampleur des fraudes au budget de l'UE.** – Frédéric Baab, procureur français du Parquet européen, a fait, le 3 décembre pour le quotidien *Libération*, le bilan de quatre ans et demi d'enquêtes (depuis la création de cette institution judiciaire) sur les fraudes au

budget européen dans les 27 États membres. 51 milliards de fraudes potentielles ont déjà été identifiés ! L'Italie, l'Allemagne, la Roumanie et la Bulgarie arrivent en tête pour le volume des fraudes, devant la France en cinquième position. Mais la capacité plus ou moins grande à détecter les fraudes explique aussi ce classement.

Le 4 décembre, Federica Mogherini, ancienne vice-présidente de la Commission européenne, a été arrêtée à Bruxelles. Elle est accusée de favoritisme dans un marché en faveur du Collège d'Europe, institution éducative prestigieuse de Bruges dont elle était recteur depuis 2020. Elle a en a démissionné le 6 décembre. ■

F. A.

### Sur le front paysan

## Les agriculteurs le dos au mur

■ **Mercosur : l'accord au cou.** – Bien que l'Assemblée nationale ait voté, à l'unanimité, le 27 novembre, une nouvelle résolution contre l'accord Mercosur, les jeux semblent faits. Le gouvernement n'a envoyé dans l'hémicycle que son sous-ministre de l'Europe, Benjamin Haddad, la ministre de l'Agriculture et celui des Affaires étran-

gères s'étant fait porter pâles. Dans une ultime tentative, la FNSEA et la Confédération paysanne manifesteront à Bruxelles pour faire pression sur les chefs d'État lors du Conseil européen du 18 décembre. Pas de quoi impressionner Ursula von der Leyen et ses amis allemands, partisans d'un accord qui ne sert que leurs intérêts.

■ **Vers une vaccination de l'ensemble du cheptel bovin ?** – Certains départements (Savoie, Haute-Savoie, Jura, Doubs et Pyrénées-Orientales) sont touchés par la dermatose nodulaire contagieuse (DNC). L'abatage systématique de bovins en bonne santé est contesté par la Coordination rurale (CR) et la Confédération paysanne (CP). Le 2 décembre, à Pouilley-Français (Doubs) une altercation a éclaté entre gendarmes mobiles et agriculteurs venus défendre le troupeau d'un collègue dont une bête était atteinte de la DNC malgré la vaccination préalable du troupeau de 83 vaches. Le 9 décembre, le « *parlement de l'élevage* », réuni à la demande de la ministre de l'Agriculture, a débattu du sujet : la CR et la CP ont plaidé pour une vaccination complète du cheptel bovin, alors que le gouvernement préférerait limiter la vaccination pour « *éviter les effets d'image d'une vaccination généralisée sur nos exportations* ». Éternel débat entre l'intérêt des petits éleveurs et celui des exportateurs. ■

JEAN BONGRAIN.

### La Quinzaine en France

■ **Sécurité sociale.** – Le vote définitif, le 9 décembre, de la loi de financement de la Sécurité sociale satisfait le gouvernement, sans doute les socialistes, mais un peu moins les petits épargnants dont le taux de CSG augmentera de plus de 15 %. En revanche, aucune mesure d'économie sur le prix des médicaments ni sur les dépassements d'honoraires de la médecine libérale, souvent injustifiés.

■ **Aucune pudeur.** – Dans un communiqué publié mardi 9 décembre, le patronat demande une nouvelle fois au gouvernement de renoncer à toute baisse des allègements de cotisations sociales. Une revendication assez scandaleuse quand on sait que ces allègements sont passés de 30 milliards en 2004 à près de 80 milliards en 2025 et qu'ils ont largement contribué à l'explosion du déficit et de la dette française.

■ **Énergie.** – Le gouvernement souhaite prendre son temps pour approuver la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) qui doit fixer la trajectoire de la France d'ici à 2035. Et il n'a pas tort car il y a un équilibre à trouver entre les tenants du tout-nucléaire et les partisans des énergies renouvelables. D'autant que les lobbies pétroliers et gaziers veillent au grain.

■ **Spatial.** – Comme nous le présentions dans notre dernier numéro, le Conseil ministériel qui s'est tenu à Brême les 25 et 26 novembre autour du budget de l'Agence spatiale européenne a marqué un retour en force de l'Allemagne qui est désormais le premier contributeur de l'ASE (5 milliards d'euros), désormais loin devant la France (3,2 milliards). Nos positions s'affaiblissent dans un secteur où nous avons longtemps été en pointe.

■ **Automobile.** – Renault a annoncé, le 4 décembre, un « *accord stratégique* » avec Ford, qui prévoit la production sur ses sites de Douai et Maubeuge, de deux modèles de voitures électriques à prix abordable pour le compte du constructeur américain. De quoi conforter les ambitions du groupe français qui s'est fixé pour objectif de produire 400 000 véhicules électriques par an dans ses usines du Nord.

YVONNE CHASSARD.



Soldats de la Finul, patrouillant au Sud-Liban. La mission de l'ONU devrait s'achever fin 2026.



SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: GOUVERNEMENT ITALIEN.

Chronique internationale

## Le Liban, éternel perdant

par Yves La Marck.

L'environnement du Liban a changé du tout au tout. Le Hezbollah, le Hamas et Assad sont tombés. La région vit sous une *pax hebraïca* qui se combine avec une *pax americana*. Le pronostic vital du Liban est engagé. À son chevet, le pape, la France, l'ONU.

L'enjeu actuel au Liban est de savoir si le pays va faire la paix avec Israël et rejoindre les accords d'Abraham ou si une « zone spéciale » sera créée au Sud-Liban comme dans la bande de Gaza. Le Liban n'avait pas suivi à l'époque l'Égypte et la Jordanie sur la voie de la paix. Il ne s'était pas associé aux Émirats arabes unis, à Bahreïn, au Maroc et au Soudan dans l'établissement de relations diplomatiques. Il est aujourd'hui sous pression maximale de la part des États-Unis: soit il s'entend avec Israël, soit il paiera un prix avec la reprise des « opérations spéciales », des bombardements, des exécutions ciblées.

Au Liban, le problème revêt une portée existentielle. Il y va de la cohérence nationale. Le Liban s'y connaît en guerres civiles, sous toutes les coutures, dans toutes les configurations. Les Palestiniens, les Iraniens, les Syriens, les Saoudiens se sont partagé les rôles. Les Libanais tour à tour les instrumentalisent et sont instrumentalisés par eux. Les choses en sont arrivées au point où un équilibre semble sur le point d'advenir. Les étrangers n'ont plus le temps ni la force

d'intervenir. Les milices locales sont de plus en plus désarmées. Les cartes sont passées aux mains des Israéliens et des Américains qui n'ont plus personne face à eux. Il ne leur reste qu'à s'accorder entre eux.

**La France n'a vu chez les Libanais que des victimes, des perdants, des confinés, au lieu de les appeler, comme le pape Léon XIV vient de le faire, à devenir les acteurs de leur propre destin.**

L'avantage est à Washington, maître du cessez-le-feu du 24 novembre 2024. Les Américains acceptent de retenir le bras de Jérusalem à la condition que l'armée libanaise reprenne le monopole des armes sur l'ensemble du territoire libanais. Pour la première fois sans doute depuis longtemps, le corps politique libanais prend les choses sérieusement. Le chef de l'armée, traditionnellement un chrétien, a été élu président de la République. Son adjoint est devenu le nouveau chef de l'armée. Il y a donc une unité et une continuité, ce qui manquait le plus. Dans

son discours pour le 82<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance (22 novembre 1943, par la France libre), Joseph Aoun a appelé à « rétablir la culture de l'État ». L'État libanais, fort épisodique dans l'histoire, va-t-il renaître de ses cendres ?

**Les Trumppo-Libanais.** – Washington ne semble pas avoir trop d'idées préconçues. Une file d'émissaires américains s'est abattue sur Baabda, siège de la présidence libanaise. Donald Trump a obtenu en 2024 les votes des Arabo-Américains qui lui avaient manqué en 2020. À Dearborn, banlieue de Detroit, ils sont autant chiïtes que chrétiens, Arabes minoritaires. Le maire de la ville a été nommé ambassadeur en Tunisie. D'autres gravitaient dans l'entourage du promoteur immobilier ou du joueur de golf: Thomas Joseph Barrack, vieux partenaire en affaires du président, nommé ambassadeur en Turquie, a été le premier envoyé spécial pour le Liban et la Syrie. Michel Issa, né au Liban, commercial, partenaire de golf, a présenté ses lettres de créance au président Aoun le 17 novembre. Massad Boulos, Libanais du Nigeria, qui y a fait fortune dans le commerce de l'automobile, père du gendre de Trump, joue l'envoyé pour l'Afrique.

Entre les uns et les autres, tous d'origine libanaise, émerge une pro-Israélienne déterminée, une égérie du Parti républicain de Floride et de la chaîne conservatrice *Fox News*, Morgan Ortagus, attachée à la représentation américaine aux Nations unies, omniprésente dans les bureaux et les divans (les conseils). ▶

**Le Sud-Liban.** – Tout ce petit monde intrigue pour que le « mécanisme de supervision du cessez-le-feu » à cinq étoiles (commandement militaire américain, vice-commandement militaire français, armée israélienne, armée libanaise et Finul, Force intérimaire des Nations unies au Sud-Liban depuis 1978 et qui doit quitter fin 2026) s'assure de la démilitarisation du sud-Liban, condition pour la levée des cinq points encore occupés par Israël et surtout la fin des bombardements. Sur pression américaine, Beyrouth a accepté de dépêcher à Naqoura, siège du mécanisme et de la Finul, un représentant civil en la personne d'un ancien ambassadeur du Liban à Washington. Israël a fait de même.

La transformation en conseil civil mixte fait penser à la structure mise en place pour la bande de Gaza validée par la résolution des Nations unies 2803 du 14 novembre de cette année. 15 000 militaires de l'armée libanaise et 10 000 hommes de la Finul sont supposés contrôler la zone jusqu'au fleuve Litani (environ 30 km de la ligne bleue, frontière avec Israël). Jérusalem entend que la zone soit étendue trente kilomètres plus loin jusqu'au fleuve Awali qui se jette dans la mer à Saïda. Le chef de l'armée libanaise, Rodolphe Haykal, ayant émis des réserves, a vu annulée sa visite prévue au Pentagone ainsi que le versement de fonds pour l'équipement de ses forces. Les Américains jouent les Forces libanaises (FL) de Samir Geagea, premier parti chrétien, contre l'unité voulue par le président Joseph Aoun. L'intéressé n'a pas été invité pour l'accueil du pape et a boycotté la messe.

**Trois médiateurs.** – Le pape justement était au Liban pour être l'avocat de tous les Libanais. Rejetant les divisions, tant à l'intérieur du « camp » chrétien qu'entre chrétiens et musulmans, il sait qu'il joue sa propre crédibilité et celle de l'Église universelle (partagée ici en tant de dénominations différentes), la crédibilité internationale, à travers le monde, s'il se laissait entraîner dans la stratégie de l'échec et la marche à l'abîme de l'exceptionnalité arabe libanaise. Nombre de Libanais, enfermés dans leurs identités multiples, n'ont pas conscience de l'image qu'ils donnent à l'extérieur, non seulement d'eux comme Libanais, mais de la valeur de leur témoignage aux yeux du monde. Et si le sel venait à s'affadir? Le pape les supplie de rester, de ne pas émigrer, parce que c'est lui-même qui reste s'ils restent, qui part s'ils partent.

La France n'a pas les mêmes raisons existentielles de sa relation spéciale au Liban, qu'elle a porté sur les fonts baptismaux. Son choix du grand Liban est celui-là même que l'actualité a souvent prétendu remettre en cause, à commencer par certains stratèges américains du nouveau Moyen-Orient, balkanisé de l'Irak au Levant, « du fleuve à la mer ». Frontières historiquement arbitraires certes, mais dé-

sormais nationales. Le nationalisme libanais traverse les familles, les clans et les communautés. Israël en joue, comme avec les Druzes, au Golan et au sud-Syrie, mais l'histoire a montré qu'un Liban uni et allié serait infiniment plus utile à Israël et à la stabilité régionale. Or la France qui tient ce discours s'est trop souvent disqualifiée, ridiculisée, emmêlé les pinceaux, pris les pieds dans le tapis. Est-il possible qu'une telle fidélité réciproque soit régulièrement empoisonnée, compromise, trahie? Paris n'a vu que des victimes, des perdants, des confinés, au lieu de les appeler, comme le pape Léon XIV vient de le faire, à devenir les acteurs de leur propre destin. Sans doute l'intention était-elle là, comme après l'explosion du port de Beyrouth, mais la méthode faisait gravement défaut.

L'ONU, pour en finir avec les trois « veilleurs » de l'homme malade de l'Orient, est au Proche-Orient sur un des rares terrains

où, depuis 1947, la division du monde peut ne pas jouer. Le président libanais a vu dans la résolution sur Gaza, adoptée à l'unanimité – la Russie et la Chine s'abstenant –, et la reconnaissance du nouveau régime syrien, deux gestes forts vers la stabilisation du Proche-Orient et la paix internationale. L'actualité au Liban même consiste en la mise en œuvre effective de résolutions du Conseil de sécurité, 1559 et 1701, ayant clôturé des conflits antérieurs en 2004 et en 2006, à l'initiative conjointe des États-Unis et de la France. Du 4 au 6 décembre, les quinze membres du Conseil de sécurité, sous présidence slovène, ont pour la première fois visité Damas puis Beyrouth. Contre toute attente, Donald Trump s'était lui-même plié à la procédure onusienne pour valider son plan en vingt points. Du coup, il a repris la plume à New York. L'annonce de la mort du multilatéralisme était prématurée. ■

### Amérique centrale

## Le Honduras dans la tourmente

**Les élections générales au Honduras ont montré une fois de plus le retour de l'hégémonie américaine et les failles de la gauche latino-américaine.**

Le 30 novembre, les Honduriens étaient appelés à élire le président de la République ainsi que ses trois vice-présidents, les 128 membres du Congrès, les 20 députés honduriens au Parlement centraméricain ainsi que les maires, les adjoints et la totalité des conseillers municipaux. Cette élection présidentielle faisait suite aux élections primaires du 9 mars, qui avaient permis aux électeurs de désigner celle ou celui qui porterait lors de l'élection les couleurs des différents partis, notamment Nasry Asfura pour le Parti national du Honduras ouvertement soutenu par Donald Trump, Salvador Nasralla pour le

Parti libéral et Rixi Moncada pour le Parti Liberté et Refondation dont est issue la présidente sortante. Les résultats se sont avérés finalement serrés avec la victoire d'Asfura, vainqueur avec 40,52 % des voix contre 39,2 à Salvador Nasralla et 19,2 % à Rixi Moncada. À peine 32 000 voix séparent le premier du deuxième. Les interruptions successives de l'enregistrement des votes pour problème technique ont été interprétées par les deux perdants comme l'expression d'une tricherie massive maladroïtement dissimulée, affirmation que contestent Donald Trump et l'administration américaine.

Pourquoi Donald Trump est-il si ouvertement intervenu dans la campagne électorale comme lors des élections législatives argentines, proclamant qu'il supprimerait toute aide financière à ce pays si son candidat n'était pas élu? Il s'est aussi engagé à gracier l'ancien président Juan Orlando Hernández condamné en 2024 aux États-Unis à 45 ans de prison pour trafic de drogue, affirmant que ce dernier avait été très injustement traité lors de son procès. Or, au moment de sa condamna-



Nasry Asfura, le candidat nationaliste, est arrivé en tête de la présidentielle au Honduras avec le soutien de Trump.

SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: KES47

tion, le procureur général américain avait montré que l'ancien président avait utilisé son pouvoir pour soutenir des opérations de trafic de drogue destinées à fournir le marché étasunien, notamment le transfert de 500 tonnes de cocaïne produites en Colombie et au Venezuela vers les États-Unis pour financer sa campagne électorale de 2013. N'est-ce pas, pourtant, le président Trump qui affirme vouloir éradiquer le trafic de drogue et qui fait couler des embarcations suspectes en plein océan ?

Donald Trump veut faire de l'Amérique latine la chasse gardée des États-Unis, d'où sa politique interventionniste en Argentine et au Honduras, et il veut distendre les liens entre la Chine et le sous-continent latino-américain. Le Honduras est une place forte du trafic de drogue et des flux migratoires vers les États-Unis. Le président étasunien compte sur le nouveau président hondurien pour l'aider dans ces deux domaines. Pourtant, la présidente sortante, de gauche, a combattu le narcotrafic avec détermination et accepté de reprendre sur son sol plusieurs milliers d'émigrés, honduriens ou non. Elle a même en partie repris la politique ultra-répressive du président salvadorien Nayib Bukele. Mieux : elle est parvenue, durant son mandat, à réduire le taux de pauvreté de 13 points, et le taux de chômage a été divisé par deux. Pour autant, le PIB du Honduras est encore trop dépendant de l'argent envoyé par la diaspora et les inégalités restent fortes. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

## Consul en Palestine

Trois fois en 2025, des ministres israéliens ont mis en cause le statut des consulats étrangers à Jérusalem. Ainsi, le 24 novembre, la ministre des Implantations (« colonies ») et des Missions nationales, quatre députés de la Knesset et la maire adjointe de Jérusalem ont réalisé une vidéo devant le consulat général de France, largement relayée sur la chaîne israélienne *i24*, assortie d'une interview d'Ohad Tal, chef de la représentation du Parti national religieux à la Chambre des députés. La presse israélienne libérale se fait l'écho d'une demande de renforcement de la sécurité du consulat après un « harcèlement » sur l'employé du consulat auquel le député s'était adressé.

L'argument, latent depuis des décennies, relancé depuis la reconnaissance par la France de l'État de Palestine en septembre, est que le consulat de Jérusalem serait devenu *de jure* l'ambassade de France auprès de cet État après avoir été *de facto*, depuis 1994 et les accords d'Oslo, l'interlocuteur de l'Autorité palestinienne, qui siège à Ramallah mais prétend toujours à avoir vocation à être installée à Jérusalem-Est dans



Le consulat de France à Jérusalem. L'un des nombreux points de friction entre Paris et Tel-Aviv.

ce qui était la Jérusalem arabe jusqu'en juin 1967. La France n'a jamais reconnu l'annexion de Jérusalem-Est par Israël en 1980.

Le consulat d'Espagne est le second visé. L'Espagne avait reconnu l'État de Palestine dès le 28 mai 2024. Le ministre israélien des Affaires étrangères lui avait aussitôt interdit d'offrir des services aux Palestiniens depuis Jérusalem. S'en est suivi un rappel des ambassadeurs respectifs.

Le cas français ne lui ressemble qu'en apparence car la France a, contrairement aux autres consulats historiques de Jérusalem (Belgique, Espagne, Italie, Grèce, Royaume-Uni et États-Unis), une responsabilité spéciale – inscrite dans les traités avec la Sublime Porte (l'Empire ottoman à Constantinople), confirmés par les pouvoirs successifs (mandat britannique, Jordanie et Israël) – de protecteur des Lieux saints et des institutions catholiques. L'ouverture du consulat date de Louis XIII, rendu permanent sous Louis-Philippe, maintenu dans son rôle religieux par la République laïque. L'accord entre Israël et le Vatican en 1993 a restreint certaines de ses compétences mais n'a pas mis fin à ses privilèges consulaires. La persistance du consulat général à Jérusalem, qui ne dépend pas de l'ambassade de France en Israël, toujours à Tel-Aviv, mais directement du Quai d'Orsay, venait du fait que Paris n'avait, entre 1948 et 1967, reconnu aucune autorité juridique sur Jérusalem, ni israélienne ni jordanienne, sur la base d'une fiction onusienne dite du *corpus separatum* : un large territoire autour des Lieux saints, exclu du partage de la Palestine mandataire en un État juif et un État arabe. Si ce « monstre sacré » a été discrètement enterré, l'ambiguïté persiste. Or, comme chacun sait, on ne sort jamais de l'ambiguïté qu'à son détriment. ■

Y. L. M.

### Les Faits marquants

■ **Bénin.** – Le président Patrice Talon a échappé de peu à un coup d'État. La tentative de renversement a été menée le week-end des 6 et 7 décembre par des militaires séditeux depuis la capitale économique Cotonou. L'armée loyaliste, appuyée immédiatement par les forces aériennes nigérianes, a provoqué la déroute des insurgés. Le Bénin a aussi pu compter sur l'intervention des forces militaires de la Cédéao et l'appui logistique de la France.

■ **Bulgarie.** – Le mouvement de colère contre la corruption (150 000 manifestants recensés à travers le pays) a eu raison du gouvernement de Rossen Jeliaskov. Ce dernier, initialement soutenu par une coalition de quatre groupes politiques au sein d'un Parlement divisé, a démissionné le 11 décembre. La crise ouverte par le départ de Jeliaskov pourrait conduire à des élections législatives anticipées, suivant l'appel de la plupart des grands partis.

■ **Chili.** – Arrivée en tête, le 16 novembre dernier, du premier tour de l'élection présidentielle chilienne, la candidate de la coalition de gauche Jeannette Jara a affronté le représentant de la droite libérale-conservatrice José Antonio Kast dimanche 14 décembre à l'occasion du second tour. Favori du scrutin au bénéfice des reports de voix, Kast a été élu sans surprise avec 59,69 % des voix et succédera à la tête de l'État au socialiste Gabriel Boric.

■ **Indonésie.** – Des inondations de grande ampleur ont frappé l'île de Sumatra après le passage du cyclone tropical Senyar. Un bilan provisoire publié le 10 décembre fait état d'un millier de personnes décédées et de trois cents autres portées disparues. Les questions et les polémiques se multiplient, pointant notamment les failles de la politique environnementale locale et les conséquences de la déforestation, facteur aggravant de la catastrophe.

CASIMIR MAZET.





La crise de la viticulture française

## Quel avenir pour les vins de Bordeaux ?

Entretien avec un producteur. Propos recueillis par Loïc de Bentzmann.

**Baisse de la consommation, surproduction, distorsions de concurrence, crises climatiques et pressions réglementaires... La viticulture française affronte une tempête économique et sociale sans précédent. Le vignoble bordelais, le plus grand de France, à la réputation internationale, est au cœur de la tourmente.**

La consommation de vin en France a chuté de 32 % en vingt ans, impactant durement les revenus des viticulteurs. Parallèlement, la production nationale a atteint, en 2023, environ 45 millions d'hectolitres avec des stocks qui peinent à s'écouler. Dans certaines régions, la surproduction entraîne une chute vertigineuse des prix, poussant de nombreux exploitants à l'arrachage de leurs vignes, sans indemnisation suffisante. En France, les viticulteurs doivent se plier à des normes de plus en plus complexes et coûteuses, notamment en matière de traitements phytosanitaires et d'étiquetage.

En 2024, les exportations de vins et spiritueux français ont reculé de 4 % en valeur. Nos ventes à l'étranger ont ainsi rapporté à peine plus de 16 milliards d'euros. Le secteur est toujours le troisième excédent de la balance commerciale de la France après l'aéronautique et les cosmétiques, mais cet excédent se réduit. Nos exportations baissent chaque année, mais le volume produit ne bouge quasiment pas. Cela veut dire

que la valeur de la production diminue et donc le revenu des producteurs.

La situation est contrastée selon les appellations. Il y a les perdants et, tout de même, quelques rares gagnants. Les plus touchés sont les vins de Bordeaux avec des exportations en recul de 8,4 %, ceux de la vallée du Rhône perdent 5 % et on est à moins 4 % pour les beaujolais. Le champagne, qui représente à lui seul le tiers des exportations françaises de vins, a reculé de 8 % en 2024. À l'inverse, les vins de Bourgogne voient leurs ventes à l'étranger bondir de 9 % et ceux du Val de Loire de 5 %. Les États-Unis restent notre premier marché à l'international. Les ventes y ont progressé de 5 % en 2024, mais cela va obligatoirement changer en 2025 avec les nouvelles taxes douanières mises en œuvre par le président Donald Trump.

La Chine est notre deuxième marché à l'international pour les exportations d'alcool. Les ventes y sont également en forte chute. Avec la dégradation de l'économie chinoise (crise de l'immobilier et augmen-

tation du chômage), nos exportations de vins et spiritueux ont baissé de 21 % en 2024 avec seulement deux milliards d'euros d'activité.

La situation est vraiment problématique pour l'ensemble de la filière viticole, sans parler des aléas climatiques et météorologiques qui frappent les vignobles de plus en plus fréquemment et qui s'ajoutent aux difficultés d'une profession déjà mise à rude épreuve pour les raisons que l'on vient d'évoquer. À Bordeaux, toute la région broie du noir. Endettement record, ventes au point mort et sans perspectives de redressement commercial à moyen terme : sans mauvais jeu de mots, tous les voyants sont au rouge.

Nous avons rencontré Vincent G. (qui souhaite garder l'anonymat pour des raisons professionnelles) afin qu'il nous expose les tenants et aboutissants de la crise profonde que traverse la viticulture girondine.

**Royaliste : Vous êtes propriétaire-récoltant sur la rive droite de la Dordogne depuis 2004. Comment êtes-vous arrivé dans le métier ?**

**Vincent G. :** Les propriétés que nous gérons sont dans notre famille en ligne directe, et sans discontinuer, depuis plus de cinq siècles. Elles se transmettent de génération en génération, après généralement d'autres expériences personnelles, qui apportent expérience et maturité. J'ai suivi une formation continue agricole en 2003, puis j'ai travaillé en binôme avec la génération qui m'a précédé.

◀ **Vue du vignoble du Bordelais à Pauillac.** Les petits producteurs qui forment le gros de la production sont en crise depuis trois ans.

**Cette notion de transmission du patrimoine mais aussi du savoir-faire a donc joué un rôle essentiel. Pouvez-vous nous expliquer en quoi cette transmission est un des aspects importants de la crise que connaît aujourd'hui l'appellation Bordeaux dans son ensemble ?**

La crise rend les transmissions d'exploitations beaucoup plus complexes. Une génération âgée qui souhaite transmettre ne peut s'empêcher de penser à la viabilité d'une exploitation dans l'avenir. Quels que soient le patrimoine et le savoir-faire, beaucoup d'anciens sont soucieux pour la génération qui les suit car les repreneurs devront, la plupart du temps, envisager un emploi complémentaire pour un des conjoints afin de sécuriser les ressources de la famille, ce qui n'est pas toujours simple en milieu rural. Par ailleurs, la crise actuelle influence négativement la valeur du foncier, rendant parfois illusoire une transmission fondée sur un patrimoine valorisé à son juste prix avec des droits de succession économiquement réalistes et viables.

**Que pouvez-vous dire de la conjugaison des facteurs structurels et conjoncturels qui ont construit cette crise ?**

Effectivement et pour la première fois en Bordelais, cette crise est à la fois structurelle et conjoncturelle.

Structurellement, la profession est habituée aux variations de stocks et de prix qui, par le passé, se résorbaient en douceur en quelques mois ou années par la régulation du marché. Aujourd'hui, les vignobles en difficulté bradent leurs stocks, contribuant à une spirale dramatique pour les prix. Nous avons aussi la baisse marquée de la consommation qui devient préoccupante, malgré les efforts d'éducation et d'information réalisés en direction des jeunes générations. Ensuite, le dérèglement climatique qui s'installe complexifie encore la dimension culturelle (extrêmes de chaleur et humidité excessive perturbent le cycle de la plante et favorisent le développement des maladies et l'apparition des parasites). Les labels vertueux tels le Bio deviennent quasiment ingérables sur certains terroirs, d'autant que Bruxelles supprime régulièrement des molécules de traitements phytosanitaires (sans doute sous la pression de *lobbies* agrochimiques qui veulent imposer les leurs, protégées par des brevets), ce qui conduit les vignerons dans des impasses techniques très graves.

Le vignoble doit également se restructurer pour faire face à la demande, ce qui ne se fait jamais sans douleur. Enfin, les vignobles étrangers, souvent dynamiques et fréquemment mieux aidés par leurs gouvernements, grignotent des parts de marché qui sont difficiles à regagner.



**Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux.** Depuis début 2025, la moitié des défaillances d'exploitations viticoles se concentrent dans le Bordelais.

Conjoncturellement, l'export, qui a toujours permis de diviser les risques en termes de distribution, présente une combinaison de facteurs négatifs jamais vus : déstabilisation profonde du marché états-unien (droits de douane), de celui des pays européens confrontés à la récession et à l'inflation, et de celui de l'Asie qui court après sa croissance et qui doit faire face aux perturbations de l'économie chinoise.

C'est donc une conjugaison exceptionnelle et jamais connue auparavant.

**Aujourd'hui, seules 40 propriétés iconiques, produisant des vins haut de gamme vendus très chers, échappent au marasme car elles gèrent une économie de « niches ».**

**Quel est l'état des lieux aujourd'hui ? Et certains producteurs s'en sortent-ils mieux que d'autres (grands crus classés, appellations...)?**

Le nombre de procédures collectives explose (environ 30 % du vignoble) et la frilosité des banquiers, traduisant une volonté de désengagement, accélère le mouvement. Les liquidations judiciaires et leur cortège de réalisations de stocks contribuent à la fois à noyer et à faire s'effondrer le marché.

Le système dit « *des primeurs* », consistant à acheter peu après les vendanges des vins qui ne seront disponibles qu'après leur vinification et leur mise en bouteille, soit entre 12 et 36 mois plus tard et cela dans l'unique objectif de les consommer après leur vieillissement en cave, était réellement intéressant tant pour les producteurs que pour les consommateurs. Mais ce système a été dévoyé pour ne devenir qu'une bulle spéculative, abondamment alimentée par la sphère financière, ne visant que la plus-value à court terme alors qu'il aurait dû rester

l'outil de financement des stocks qu'il était au début. Et comme toute bulle spéculative, elle a fini par exploser en période de crise aiguë comme celle que nous connaissons, faisant s'effondrer les cours. À sans cesse augmenter les prix, on finit par asphyxier son propre client...

Aujourd'hui, seules environ 40 propriétés iconiques, produisant des vins haut de gamme vendus très chers, s'en sortent car elles gèrent une économie de « niches » visant une clientèle fortunée et des marques célèbres dans le monde entier.

Par ailleurs, les initiatives de diversification de vignerons de plus en plus nombreux (essor des vins blancs pétillants dits créments, et vins blancs secs dans le Sauternes notamment) semblent porter leurs fruits mais restent fragiles.

**Les pouvoirs publics français et l'Europe ont-ils contribué à l'apparition de cette crise ou au contraire en ont-ils limité les effets ? Et qu'attendez-vous d'eux ?**

Les pouvoirs publics ont longtemps, et légitimement, considéré les vignerons comme des agriculteurs privilégiés. Aujourd'hui, ils mesurent le risque d'une filière qui deviendrait l'ombre d'elle-même, et se décident à agir, mais les grandes décisions ne pouvant se faire sans l'aval de Bruxelles, cela risque d'être compliqué et long... Or l'urgence se compte en mois. Ils doivent accompagner les exploitations dans leur reconversion et/ou restructuration avec des mesures urgentes, tant les trésoreries sont exsangues et les carnets de commandes loin d'être remplis.

**On imagine mal un tel atout économique mais aussi culturel français – les vins et spiritueux – ne pas se sortir de ce marasme. Quelles sont les voies techniques et économiques d'avenir et à quel prix humain et social ?**

Le paysage est en train de changer dans les appellations les moins prestigieuses (Entre-Deux-Mers, Médoc...) car les campagnes d'arrachage réduisent drastiquement la production.

L'histoire économique nous montre qu'un secteur ne peut s'en sortir que « *par le haut* ». Il s'agit d'un phénomène tristement « darwinien » où seuls les plus forts survivront.

Nous avons besoin de plus de latitude quant à l'utilisation des produits phytosanitaires, de plus de souplesse dans les normes et d'allègements financiers des pouvoirs publics. L'accompagnement social de nos collègues qui cessent leur activité est également essentiel et incontournable.

Mais notre marque « Bordeaux » est connue dans le monde entier; la qualité de notre production n'est plus à prouver et notre avenir se jouera avec un plus petit nombre de viticulteurs, mais toujours aussi motivés pour promouvoir la richesse de notre savoir-faire, de nos terroirs uniques, de nos cépages et de nos assemblages séculaires. ■



Histoire et stratégie militaire

## S'adapter pour vaincre

par Éric Cézembre.

Deux livres récents au confluent de l'éternel du combattant et de l'adaptation nécessaire, quand les armées françaises sont amenées à se réinventer pour affronter les temps nouveaux et obtenir la victoire.

L'historien Arnaud Blin propose une vie d'un Turenne novateur, un pied dans une époque qui disparaissait, et l'autre dans un nouveau monde. La Tour d'Auvergne par son père, Nassau par sa mère, Turenne naît dans le monde des grands féodaux, allié aux princes de l'Europe protestante, nos alliés pendant l'essentiel de la période. Son statut de prince étranger le place juste au-dessous des princes du sang. C'est dire que ses débuts, très jeune, dans la carrière des armes furent suivis de près, même s'il lui fallut un certain temps, et un détour par la Hollande au service de ses cousins Nassau, pour percer. Émule des plus grands capitaines, protégé de Richelieu et de Mazarin, il servit Louis XIII et Louis XIV, mais dut aussi éviter de pâtir des intrigues de son frère, le duc de Bouillon.

La longue carrière de Turenne, largement consacrée à la lutte contre la maison de Habsbourg, commence dans une époque où les grands tiennent encore des portions de territoire (au début de sa vie, la maison de Bouillon, sa famille, possède Sedan), où la dimension religieuse des guerres reste forte, et s'achève dans une armée nationale, dont

le roi est le chef effectif et où le cabinet dirige une stratégie axée sur la raison d'État.

La génération de Turenne et du Grand Condé, un peu plus tard de Vauban, adapta les armées du roi à la révolution militaire engagée par les puissances protestantes de l'Europe du Nord. L'arquebuse lourde et peu maniable est remplacée par le fusil, qui

**Si la France avait su maintenir son budget militaire au niveau de ce qu'il était en 1989, nous aurions à la fois la masse et la qualité technique et nous serions leader en Europe.**

permet à la fois mobilité et puissance de feu, et auquel Vauban adaptera la baïonnette à douille qui supplante la pique. Turenne sera un maître de la stratégie indirecte, de la manœuvre, alors que Vauban sera celui des sièges et des fortifications.

Cultivant avec Louis XIII, puis avec Louis XIV, une relation personnelle toute féodale que son adhésion initiale à la Fronde n'abolit pas, Turenne jouera aussi un rôle diplomatique, utilisant ses liaisons avec les princes d'Europe. Malgré sa conversion au

catholicisme, il perdra de son influence à la fin de sa vie, au profit des Le Tellier-Louvois, et surtout d'une mise en scène de la guerre centrée sur la personne royale. Son accession au commandement en chef effectif correspondit, au prix d'une fiscalité fortement impopulaire, à une remise en ordre et à une croissance quantitative d'armées jusqu'alors peu capables d'affronter leurs tâches.

**La théorie du combattant.** – Le colonel Goya, bien connu des lecteurs de *Royaliste*, remonte le cours de notre histoire militaire jusqu'aux Lumières. Partant de l'expérience tragique de l'embuscade d'Uzbin, il décortique ce qui fait la singularité de l'expérience guerrière, celle des armées françaises mais aussi celle de l'actuel conflit ukrainien. Un travail centré sur l'Armée de terre et sur le combattant, facteur ultime de la victoire ou de la défaite. Michel Goya revient sur les deux phases des opérations en Ukraine, la phase mobile et la phase immobile. Il note que les tactiques ukrainiennes, dans la première phase réactualisent efficacement les théories du commandant Brossollet, dans les années 1970, dans son *Essai sur la non-bataille*. À relever aussi que c'est la réserve qui a largement fourni à l'Ukraine les moyens de sa résistance. L'armée ukrainienne a ainsi la particularité d'être plus âgée et plus qualifiée que celle de son adversaire, ce qui lui procure une stabilité appréciable. Michel Goya présente les modalités du premier redressement ukrainien, et le passage à la « phase immobile », le rôle de plus en plus diversifié des drones.

◀ **Turenne à la bataille des Dunes**, par Charles-Philippe Larivière (1837, musée du château de Versailles). Général victorieux, il fut aussi un grand organisateur.

L'auteur conclut qu'à l'époque des « royaumes combattants », il importe de se garder, par la dissuasion, de la menace la plus radicale : l'attaque nucléaire. À l'autre bout du spectre, faire face à la confrontation-contestation de la Russie, mais pas seulement d'elle. Entre les deux, reste la guerre conventionnelle, intervention inopinée en Afrique ou conflit de haute intensité. Si nous avions maintenu le taux de 2,9 % de 1989, nous aurions à la fois la masse et la qualité technique, nous serions leader en Europe. À moins de 3 % du PIB, il est impossible de maintenir un modèle complet. Si le PIB ne croît pas, il faudra aller au-delà des 3 %.

Les engagements militaires importants se dérouleront loin de nos frontières ; nous sommes devenus une île stratégique. La protection de la métropole mobilise 20 % des moyens, et un bouclier antimissiles, longtemps refusé, serait indispensable. À l'extérieur, nous devons être capables de frapper à 500 kilomètres de la ligne de contact, retrouver une puissante force de combat rapproché. Les petites victoires dont nous sommes aujourd'hui capables ne produiraient pas d'effet stratégique. La crise militaire est d'abord une crise du matériel ; il faudra reconstituer équipements, matériels, soutien avant de créer de nouvelles unités. Les appelés pourraient y contribuer s'ils sont déployables en Europe. De même, l'emploi massif de réservistes, comme aux États-Unis. Enfin, une priorité est la réforme du groupe de combat dont l'efficacité peut être multipliée par un groupe de combat lourd de 13 hommes, organisé en équipes très autonomes de 4. L'âge moyen devrait être augmenté et l'expérience valorisée. La France en est à la première étape du stress : découverte de la menace et illusion qu'un peu d'innovation permettra d'y parer. Nous regardons le monde s'agiter, nous dit Michel Goya.

**Une leçon commune.** – Ces deux beaux livres nous parlent d'armées largement inadaptées aux tâches nouvelles, des méthodes et organisations à moderniser, des moyens à remettre à niveau si nous voulons compter et non être un appoint. Reste la question des chefs. Avons-nous des chefs capables de mener nos armées et celles des alliés à la victoire si une guerre de haute intensité nous était imposée ? En 1939, ceux qui avaient été désignés se sont révélés dépassés, il fallut deux ans de combats pour faire émerger un Leclerc. Turenne ne révéla son génie que progressivement. Aurons-nous ce temps ? ■

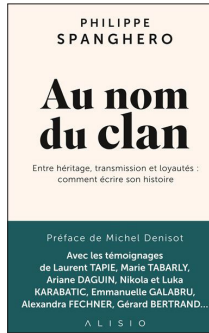
▶ **Arnaud Blin, Turenne, génie militaire et mentor de Louis XIV**, Tallandier-Ministère des Armées, août 2025.

▶ **Michel Goya, Théorie du combattant**, Perrin, octobre 2025.

Famille

## À l'ombre des pères

**Au nom du clan**, par Philippe Spanghero, Éditions Alisio, septembre 2025.



Nos lecteurs, amateurs éclairés de rugby et supporters de notre XV de France, ne seront pas étonnés de trouver le patronyme Spanghero associé à un ouvrage traitant de la filiation et du « poids », trop lourd voire paralysant ou au contraire stimulant, qu'il faut porter quand l'un ou l'autre des parents a acquis une notoriété importante grâce à l'exercice de ses multiples talents. Et à plus forte raison, comme c'est le cas pour lui-même, quand il s'agit d'une tribu d'oncles et de cousins internationalement et indéfectiblement associés au ballon ovale.

De Pierre C. (commandant d'un groupe du GIGN, d'où l'anonymat nécessaire) issu d'une dynastie de militaires prenant ses racines en 1783 avec la guerre d'indépendance américaine à Laurent Tapie, en passant par Marie Tabarly, Emmanuelle Galabru, Alexandra Fechner, Ariane Daguin, etc., nous parcourons toute une galerie de « filles et fils de... », toutes et tous devant tracer leur propre chemin avec un héritage toujours susceptible de se transformer en fardeau. Marcher dans les traces de son célèbre ascendant au risque d'en faire un « rival » inconscient ou, au contraire, se « faire » tout(e) seul(e) en étant plus ou moins hanté(e) par le sentiment de trahir ou d'être déloyal(e) à celui ou celle qui vous a donné la vie ? Un dénominateur commun à tous ces parcours, tous très différents : les liens parentaux sont réels, solides et profonds, et le capital affectif et éducatif a été pleinement donné et reçu.

Concernant Ariane Daguin, en tant que royalistes profondément attachés à l'histoire de la France, de ses régions et de sa gastronomie mondialement réputée, vous apprendrez comment, en 1912, un royaliste, par une sorte d'« effet papillon » bénéfique, a permis à un certain Albert Daguin d'acquiescer, dans les années 1920, l'Hôtel de France à Auch (Gers) qui allait être la couveuse de celui qui deviendrait, presque 50 ans plus tard, un de nos chefs étoilés (la première étoile en 1960 à 25 ans, la deuxième 10 ans plus tard) parmi les plus célèbres de la planète, André Daguin (1935-2019). En effet, le père d'André et grand-père d'Ariane a pu acheter l'établissement grâce à un mécène gascon, avocat de son état et conseiller départemental bonapartiste du Gers, Paul Julien de Granier de Cassagnac, qui en a financé l'acquisition.

Or, ce hobereau gascon est aussi connu pour avoir, le 26 février 1912, affronté, dans un des derniers grands duels à l'épée de l'époque, Charles Maurras. Le chantre de l'AF, en perdant celui-ci contre ce mousquetaire gascon (qui allait faire deux ans plus tard une guerre exemplaire lui valant trois citations, la croix de guerre et la Légion d'honneur), n'a-t-il pas permis, à son corps défendant (!), de magnifier, 48 ans plus tard, le magret de canard gras de Gascogne – un volet si essentiel de notre gastronomie – contribuant ainsi au ravissement de nos papilles ? Divine surprise, non ?... ■

LOUIS DAUVALIE.

Dans les revues

## De l'audace

**Revue L'Audace ! n° 1 « La France et l'Europe »** Disponible en kiosque et sur abonnement <https://revue-laudace.fr/>



L'aventure était Losée : une revue de réflexion et d'analyse sur près de 150 pages, sans publicité, en parution papier quatre fois par an, portée et financée par ses lecteurs au moyen d'une souscription publique. Lancée et animée par Natacha Polony, ancienne ré-

dactrice en chef à *Marianne*, la première étape a été franchie avec succès par un premier numéro tout à fait réussi. L'ambition de celui-ci et des suivants est de combler un vide de débats de fond que les fonctionnements médiatiques actuels ne permettent pas pour de multiples raisons. L'éditorial de Natacha Polony développe celles-ci, mais aussi la genèse de la crise multiforme dans laquelle la France s'enfoncé depuis plusieurs années et qui témoigne d'« une faille démocratique de plus en plus béante, sur fond de fracturation de la communauté nationale et de radicalisation ». Elle y dénonce aussi l'abandon de « son industrie pour devenir un pays de tourisme et de services pendant que l'OMC, le FMI et l'UE parachevaient la globalisation ».

Concernant les thématiques et les analyses développées, nous sommes gâtés et chacun y trouvera de quoi nourrir ses propres réflexions, que ce soit dans les domaines politique, économique, industriel, militaire, de la politique étrangère ou de l'intelligence artificielle. Parmi les 27 contributeurs, nombreux sont ceux qui sont venus, une ou plusieurs fois, éclairer nos esprits à l'occasion des Mercredis de la NAR. Parmi ceux-là, Marcel Gauchet et Stéphane Rozès. ▶

Marcel Gauchet y évoque le « *malheur français* », trouvant sa principale cause dans « *la philosophie de la construction européenne [qui] a été de faire le bien des peuples sans eux* » ; ces derniers sont en train de se rendre compte que « *s'il reste encore un clou à planter dans notre cercueil à tous, c'est cette extension du vote à la majorité qualifiée* ».

De son côté, Stéphane Rozès considère que « *si la France est autant déstabilisée, c'est que son imaginaire est le plus contraire aux gouvernances actuelles de l'UE* », car « *son imaginaire universaliste résulte du laborieux effort qu'il fallut pour assembler Celtes, Latins et Germains* » afin de se constituer, et que de cela « *procèdent nos façons de penser de créer et d'agir* ». C'est ainsi qu'elle « *s'est construite autour de l'État monarchique centralisé, qui a précédé la nation, puis de la République qui l'a dépassée. Le moteur de cet imaginaire – agrégeant les citoyens et reliant l'État à la nation – est une dispute politique commune visant la construction de l'avenir* ».

Ce premier numéro se conclut par un « *Voyage au cœur du génie français* » avec une visite chez un créateur-restaurateur de bronzes, bijoux, art sacré et art de la table, un entretien avec André Manoukian à propos des « *Français qui l'ont fait* », et une évocation de Saint-Nazaire et de ses travailleurs détachés qui construisent ces villes flottantes à un milliard d'euros. ■

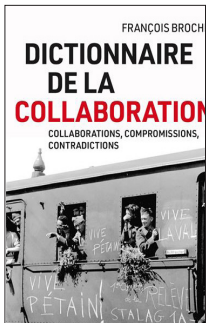
LOIC DE BENTZMANN.

### Histoire

## Diverses nuances de soumission

**Dictionnaire de la collaboration**, par François Broche, Nouveau Monde, août 2025, édition revue et augmentée.

**Phénomène unique dans l'histoire de la France comme dans celle de l'Europe occupée, la Collaboration n'est pas un bloc.**



**K**ollabo! est une insulte mais il n'est pas facile de donner une définition rigoureuse de la Collaboration, tant ses aspects sont complexes, tant il y a de diversité dans ses acteurs et ses complices plus ou moins actifs. Historien de la Deuxième Guerre mondiale au-

quel nous devons un admirable livre sur Bir Hakeim (1), François Broche met en évidence trois caractéristiques du phénomène : l'acceptation de la défaite et de l'armistice, la confiance accordée au maré-



Pierre Laval en 1940. Ancien socialiste passé à droite, il fut l'inspirateur de la politique de collaboration.

chal Pétain, la volonté de donner à la Collaboration un contenu positif. C'est Gaston Bergery, un proche de Pétain et Laval, qui invente le mot, en souhaitant une collaboration avec l'Allemagne en vue d'un « *ordre nouveau, autoritaire, national et social* » permettant de reconstruire « *une France intégrée à la nouvelle Europe* ».

Cette définition de la politique de collaboration met en évidence son indépassable contradiction : il n'est pas possible d'assurer la renaissance de la nation alors que la France métropolitaine est occupée – et en partie démembrée puisque l'Alsace-Moselle est annexée au Reich et la région Nord/Pas-de-Calais placée sous administration militaire allemande.

Autre difficulté majeure : la collaboration du prétendu « gouvernement de Vichy » se fait à sens unique. Le seul objectif de l'Allemagne est militaire : il faut que la France soit neutralisée et que les Français se tiennent tranquilles. Vichy aura beau multiplier les amabilités, les complaisances, les compromissions et les actes de trahison, l'Allemagne nazie se montrera telle qu'en elle-même : faussement « correcte » en 1940, de plus en plus brutale dans sa répression de la Résistance, implacable dans sa traque des Juifs. Dès la signature de l'armistice du 22 juin 1940, Vichy se condamne à subir.

Tel est le cadre général, dans lequel évoluent les multiples formes de collaboration. Il y a les hitlériens de Paris, Jacques Doriot et Marcel Déat en tête. Il y a les furieux, comme Louis-Ferdinand Céline, et une myriade de forcenés de l'antisémitisme et de l'antimaçonnisme. Il y a la collaboration feutrée ou résignée des hauts fonctionnaires. S'y ajoute la complicité du haut patronat, notamment celle de Louis Renault. Il y a le nazisme des écrivains, Drieu La Rochelle, Robert Brasillach. Il y a les pétainistes qui sont anti-allemands mais qui sont hostiles aux Alliés, à la Ré-

sistance et aux Juifs. Il y a des vichystes qui soutiennent discrètement la Résistance et les innombrables affairistes qui trafiquent avec les Allemands, sans oublier la Collaboration mondaine et les liaisons amoureuses.

Bien entendu, les lignes de confrontation politique et sociale ont été bouleversées par l'Occupation. On trouve des descendants de l'ancienne noblesse dans la Résistance comme dans la Collaboration, il y a des bourgeois dans les deux camps, des syndicalistes rejoignent Vichy (René Belin), d'impeccables pacifistes de gauche pactisent avec les Allemands, il y a d'anciens militants d'extrême droite à Londres (Daniel Cordier, qui militait à l'Action française) et les royalistes se divisent entre maréchalistes et gaullistes. C'est par ignorance ou par mauvaise foi que la gauche d'aujourd'hui affirme que Vichy était peuplé d'extrémistes de droite. C'est en toute hypocrisie que l'extrême droite souligne le rôle de personnalités de gauche dans la Collaboration.

N'oublions pas non plus ceux qui abandonnent Vichy pour rejoindre la France libre ou la Résistance intérieure. C'est le cas de Maurice Couve de Murville, qui siège à la commission d'armistice de Wiesbaden avant de rejoindre l'Algérie libérée, et du général de Lattre de Tassigny, qui refuse de prendre le commandement de l'Armée secrète, mais qui prend le maquis quand les Allemands envahissent la zone Sud, est arrêté et condamné, s'évade et rejoint Londres puis Alger.

La leçon politique de la Collaboration, c'est qu'on ne fait jamais de compromis quand on est en situation de faiblesse. Le chemin de la trahison commence par une erreur de jugement. ■

SYLVIE FERNOY.

(1). François Broche, *La Cathédrale des sables, Bir Hakeim mai-juin 1942*, Belin, 2019.

DR.



Par Gérard Leclerc

## Penser avec Hannah Arendt

Le cinquantenaire de la mort d'Hannah Arendt pourrait être une invitation à se ressaisir d'une pensée qui a éclairé le siècle précédent et pourrait nous aider à affronter le siècle présent. Peu de penseurs contemporains nous offrent une telle densité de culture et de présence au monde. Si elle peut, en effet, mériter cette qualification de penseur, elle le doit à sa faculté étonnante d'une présence au monde délivrée des chimères d'un certain progressisme. Ceux de ma génération qui ont eu à se garder des illusions et des préjugés qui se voulaient émancipateurs et conduisaient à toutes les impasses, lui savent gré de ramener aux mesures d'une raison associée à la mémoire. Mieux que personne, Bérénice Levet s'est exprimée là-dessus : « *Se plaire aux limites que la condition humaine nous fixe, rompre avec la révolte proprement moderne contre le donné de l'existence, rester inaccessible à cette chimère d'un homme qui se voudrait cause de lui-même, rendre ainsi leur grandeur et leur noblesse aux affaires humaines, au séjour terrestre.* »

Dans un monde intellectuel voué aux passions tristes du *wokisme*, un tel positionnement résonne étrangement. C'était déjà le cas à l'époque d'un existentialisme côtoyant le nihilisme, d'un révolutionnarisme aveugle à sa pente totalitaire et même à un certain esprit soixante-huitard voulant rompre avec le vieux monde. À l'encontre de ces errances, celle qui a su affronter intellectuellement le siècle des totalitarismes nous donne la bonne mesure. Celle qui résume encore Bérénice Levet : « *Sa philosophie est, inextricablement et salutairement, une philosophie de la liberté et de l'attachement. Une philosophie de la liberté, d'une liberté tournée vers le monde et non propriété d'un "individu unitaire, clos, mûri, cultivé organiquement" ainsi qu'elle peint l'individu moderne. Qui, dès lors, cherche frénétiquement le lieu le plus propice à son épanouissement. Une philosophie de l'attachement, de la fidélité, de la promesse, du lien, du fil qui se tisse entre générations. De l'être humain comme obligé.* »

Généralement, ce n'est pas l'image que l'on a gardée de l'auteur des *Origines du totalitarisme*, qui passe, à juste titre, comme une théoricienne politique. On a aussi gardé le souvenir de celle qui a voulu assister au procès d'Eichmann à Jérusalem en 1961. De là subsiste la querelle sur la banalité du mal. L'accusé était-il un monstre, sorti de l'humanité ordinaire, ou « *une sorte de petite feuille prise dans le tourbillon du temps* » ? On peut en discuter non sans prendre en compte l'explication d'Arendt qui s'est vraiment intéressée au cas singulier d'un fonctionnaire rigoureux de la machine à exterminer. Mais ce qu'on oublie généralement de rappeler, c'est le motif de la déception exprimée à propos du procès de Jérusalem, tout comme d'ailleurs celui de Nuremberg. Parmi les acteurs de ce tribunal, « *aucun ne parvint jamais à une claire appréhension de la véritable horreur d'Auschwitz, qui se distingue en atrocité de toutes les atrocités du passé* ». Il ne s'agissait pas seulement du « *pogrom le plus horrible de l'histoire juive* », il s'agissait à proprement parler d'un crime contre l'humanité, qui ne relevait pas de la compétence d'un seul tribunal israélien.

Cela nous renvoie à l'immense labeur en quoi consiste la réflexion arendtienne sur le totalitarisme. Je me contenterai sur ce point de citer le résumé concentré qu'en fait Pierre Bouretz : « *Son objectif est plus qu'un règne despotique sur les hommes, ce qui le différencie des tyrannies classiques et interdit de le décrire à la lumière du passé. Son horizon est un système dans lequel "les*

*hommes sont superflus*". L'instrument du totalitarisme dans l'accomplissement de ce dessein est une administration de la mort qui ne relève d'aucune stratégie politique, échappe à tout ce qui pourrait ressembler à "une utilité" et finit même par s'émanciper de l'idéologie qui le demandait : une manière de détruire l'identité la plus élémentaire de l'individu avant même de le tuer [...]. Sans les camps, sans la peur qu'ils entretiennent, sans l'ombre impalpable de Nacht und Nebel (Nuit et Brouillard), ni le fanatisme des militants ni l'apathie du peuple ne pourraient perdurer. Sans le laboratoire où s'expérimente une hypothèse inconcevable, l'État totalitaire se serait usé à la manière dont s'étiole le despotisme : par la renaissance du sentiment de révolte, la possibilité de soulèvement, ou plus simplement le poids de la vie quotidienne. »

Toute cette analyse en profondeur est issue de la passion de comprendre son temps au-delà de toutes les explications superficielles. Ce qui s'apparente à une vocation d'historienne ne se sépare pas de la formation culturelle qui a précédé avec toute son intensité. Cette formation est tout à la fois philosophique et littéraire, et même artistique. Bérénice Levet a écrit tout un essai sur son *Musée imaginaire* : « *Ce qui frappe le lecteur, c'est moins sans doute la présence de citations, de références littéraires que la manière dont elle s'inscrit, avec liberté, dans la trame même de son écriture philosophique, la parole poétique et romanesque la laisse irriguer sa réflexion. Sa démarche présente en effet cette singularité qu'elle pense avec le romancier, avec les poètes plus qu'elle ne les explique, ne les analyse ou ne les commente...* »

Cette caractéristique se démarque de la dictature actuelle de ce qu'on appelle les sciences de l'homme, singulièrement d'une sociologie de type bourdieusien. « *Les préférences d'Arendt comme ses exclusions sont solidaires de sa conception du réel et de la dignité humaine. Il n'est donc rien d'arbitraire dans ce choix, dans ce parti pris : préférer la compagnie des artistes est "affaire de goût", de goût au sens fort, noble et kantien du terme, c'est-à-dire du jugement.* » On peut certes être d'un autre avis, d'une sensibilité différente. Bérénice Levet cite l'exemple d'un Merleau-Ponty, aux postulats ontologiques pourtant proches de ceux d'Arendt, mais qui donne audience à Jean Piaget, Jacques Lacan ou Claude Lévi-Strauss. Je pourrais y ajouter l'exemple de Pierre Legendre formé à l'école psychanalytique à laquelle l'auteur de *Condition de l'homme moderne* fut toujours rebelle.

Je ne terminerai pas cette trop succincte évocation sans me référer à un deuxième ouvrage de Bérénice Levet, *Penser ce qui nous arrive avec Hannah Arendt*, tant il montre avec efficacité comment l'auteur qui éclaire le siècle des totalitarismes s'avère aussi secourable dès lors qu'il s'agit d'affronter nos défis présents. Ce seul propos liminaire donne l'idée de sa fécondité : « *Elle nous conduit aux sources du mal. Chacune de celles qu'Arendt diagnostiqua et qui demeurent les nôtres – crise de l'autorité politique, crise de l'éducation et de l'école, crise de la culture, offensives tournées contre la langue – a son ancrage dans la modernité, dans son esprit et dans sa lettre.* » Inaltérable actualité d'Hannah Arendt ! ■

- ▶ Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Quarto Gallimard.
- ▶ Bérénice Levet, *Le Musée imaginaire d'Hannah Arendt*, Les Essais, Stock.
- ▶ Bérénice Levet, *Penser ce qui nous arrive avec Hannah Arendt*, Éditions de l'Observatoire.



## Chronique cinéma

# Chronique d'un couple face au feu social

par Nicolas Maxime.

Plongée dans la vie quotidienne d'un couple de travailleurs pris dans la tourmente du mouvement des Gilets jaunes, *Les Braises* explore l'avènement de la colère sociale dans des existences ordinaires. Entre révolte et contradictions, le film met en lumière les tensions d'un mouvement qui lutte pour la dignité sans toujours nommer ce qui provoque son aliénation.

Film sorti en salles le 5 novembre 2025, *Les Braises* est réalisé par Thomas Kruithof, avec pour acteurs principaux Virginie Efira et Arieh Worthalter; sa thématique centrale se focalise sur le mouvement des Gilets jaunes et, plus largement, la question de la vie chère, du travail et de l'aliénation. *Les Braises* raconte un couple; les deux bossent, ont deux enfants, une maison, une existence bien rangée malgré quelques difficultés. Jimmy est le petit patron d'une entreprise de logistique qui salarie quelques chauffeurs poids lourds. Karine – magnifique Virginie Efira – est, quant à elle, ouvrière dans une usine agro-alimentaire. Ensemble, ils forment ce foyer typique de travailleurs qui vivent correctement, sans excès mais sans véritable sécurité financière.

Tout bascule lorsque Karine voit sur Internet un mouvement massif s'opposer à la taxe sur les carburants et à la vie chère. C'est le 17 novembre, l'acte fondateur des Gilets jaunes. Lorsqu'elle se rend à la manifestation, elle découvre une mobilisation de grande ampleur et, à me-

sure qu'elle s'investit, progressivement, le mouvement s'essouffle puis se radicalise. Jimmy, lui, ne veut pas entendre parler de cette révolte, malgré une certaine sympathie au départ. Il veut préserver son entreprise, protéger sa famille et maintenir l'équilibre fragile de ce qu'ils ont construit. Il considère l'engagement de sa femme comme égoïste.

**Les Braises** montre comment des vies ordinaires peuvent se fissurer sous les chocs politiques et économiques, comment la révolte surgit et comment elle s'incarne.

Pourtant, à un moment donné, c'est Jimmy qui se retrouve un jour à devoir basculer dans l'illégalité. À cause d'une livraison défectueuse dont il porte la responsabilité alors qu'elle incombe en réalité à son donneur d'ordre, il se voit dans une impasse et obligé de frauder en se procurant une seconde licence. Le système pousse à la faute ceux qu'il prétend récompenser. Au fond, Jimmy aimerait être aux côtés des Gilets jaunes. Cela révèle

chez lui un désir enfoui, d'où sa présence à la manifestation à Paris à la fin du film.

On note quelques scènes marquantes :

- le macroniste qui fait preuve de son mépris lors d'un blocage en évoquant des dépenses sociales déjà trop élevées, sous-entendant que les Gilets jaunes en bénéficient. Ce à quoi lui répond Karine : « *On ne veut pas vivre des aides, on veut vivre de notre travail.* » Cela démontre à quel point la dynamique du coût de vie était centrale pour les Gilets jaunes ;

- les scènes avec les policiers sont marquantes, surtout lors de la première scène où ils chargent les manifestants alors que ces derniers font preuve de sympathie envers eux. À Paris, la répression s'intensifie : nasses, violences, dispositifs préventifs voulus par Castaner, empêchant certains d'accéder à la manifestation. On voit tout de même ce policier sourire à Karine, le même qui n'hésitera pas à la charger et à porter plainte contre elle ;

- la scène du tribunal, où la juge fait preuve d'un mépris de classe à l'égard de Karine. « *Comme vous avez deux salaires, je vais laisser passer.* » Comme si elle lui faisait une faveur alors qu'elle est condamnée.

Le film montre bien comment le mouvement a permis de recréer de la solidarité et du lien entre les personnes sur les ronds-points, avec la construction d'un abri qui sera d'ailleurs détruit par la suite. On note que le film n'oppose pas les travailleurs entre eux et ne fait pas l'éloge des producteurs (1); il y a probablement des retraités et des chômeurs parmi les amis Gilets jaunes de Karine. Ce n'est pas montré dans le film mais c'est implicite. On voit aussi

comment la question de la représentation politique est importante puisque les Gilets jaunes ne se sentent pas représentés par les partis politiques actuels, qu'ils soient de gauche ou de droite (2). À un moment donné, les réunions entre Gilets jaunes ne suffisent plus; certains réclament plus de radicalité, des manifestations pour faire plier Macron – mais la question demeure: pourquoi, et jusqu'où?

Le fil conducteur du film est celui de l'aliénation. Lorsque la chef d'équipe de Karine la change de poste sans la prévenir, lorsque le donneur d'ordre de Jimmy renégocie à la baisse les conditions pour leur collaboration, de même que les revendications pour la vie chère, tout ramène au même point: c'est bien le capitalisme qui bouleverse les existences et est au cœur de cette oppression, mais il n'est pas conscientisé par les manifestants.

*Les Braises* montre comment des vies ordinaires peuvent se fissurer sous les chocs politiques et économiques, comment la révolte surgit et comment elle s'incarne. Ce film met en lumière le paradoxe majeur des Gilets jaunes: ils souhaitent plus de justice fiscale et plus de participation démocratique, sans remettre en cause le système économique qui est au cœur de leur aliénation.

La question est la suivante: que se passera-t-il lorsque les Karine et les Jimmy ne lutteront plus seulement contre leurs conditions, mais contre ce qui les produit? ■

► *Les Braises*, film de Thomas Kruithof, avec virginie Efir et Arieh Worthalter. Sortie en salles: le 5 novembre 2025.

(1). Michel Feher, *Producteurs et parasites. L'imaginaire si désirable du Rassemblement national*, La Découverte, 2024. L'auteur analyse comment le « productérisme », à travers l'éloge de producteurs méritants face à des improductifs parasites (catégorie dans laquelle sont classés les bénéficiaires d'aides sociales, les chômeurs, les migrants, et, par extension, les retraités et les fonctionnaires), permet de détourner la colère sociale de ses causes structurelles en désignant des boucs émissaires, tout en légitimant les politiques de démantèlement de l'État social et d'intensification de l'exploitation du travail.

(2). Emmanuelle Reungoat et François Buton (dir.), *Idées reçues sur les Gilets jaunes: un marqueur des luttes sociales contemporaines*, LGDJ, 2024.

Roman

## Le voleur de livres

Après deux livres consacrés à une sainte orthodoxe du XX<sup>e</sup> siècle, Laurence Varaut nous donne un court roman, serti dans ce qu'on peut véritablement appeler un livre de poche car il tient dans une poche de veston sans la déformer,

sauf qu'il a la qualité d'impression et de reliure voulue par un éditeur exigeant sur la forme et le fond.

L'héroïne de ce récit à la première personne a beaucoup à voir avec l'auteur, mais ce n'est pas elle. Cette Françoise a été élevée à Sainte-Marie de Neuilly, disciple d'une jeune fille timide dont la vie est du jour au lendemain transformée par l'élection de son père à la présidence de la République. On reconnaît sans peine Jacinte Giscard d'Estaing. Quant au père de Françoise, on y reconnaît l'éditeur Roland Laudénbach, le découvreur des « Hussards », multicondamné au temps du général de Gaulle pour « offense au chef de l'État ». La guerre d'Algérie vue par des yeux d'enfants constitue un premier décor de l'histoire.

Mais on se trouve vite transposé vingt ou trente ans plus tard quand l'héroïne, très jeune veuve et accablée de deuils divers, noie ses chagrins en se donnant tout entière à une fébrile activité de rédactrice de discours ministériels où elle rode sa plume. Le décor devient celui des ors de la République, qui sont ceux de la Monarchie, et des quelques œuvres d'art du Mobilier national, commentées par une personne qui a les codes culturels pour les apprécier à leur juste valeur. Les relations de portraits, dont on peut croire deviner quelques clés, dans un milieu privilégié et proche du pouvoir politique sans en porter la responsabilité, avec ses cruautés mondaines, évoquées sans méchanceté... Mais le héros principal, ce sont les livres. Privilège considérable d'avoir toujours eu une bibliothèque à sa disposition – et même plusieurs – constituée de livres vivants, dédicacés à l'héroïne, à ses parents, voire à ses grands-parents et autres proches...

Aussi, quand ce trésor intime est mis en péril par une aventure sentimentale



Laurence Varaut.

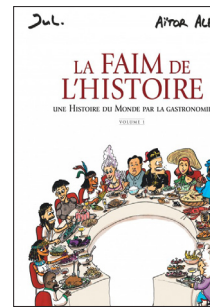
avec un homme beaucoup trop jeune, un suspense s'installe. Qui de l'amour des livres ou de l'amour humain triomphera? Il y avait là matière à une œuvre forte à multiples mystères. Mais l'auteur préfère en rester à une esquisse légère, touches nostalgiques qui révèlent une époque et un milieu pas si souvent dépeints. Un choix esthétique qui montre pourtant que Laurence Varaut pourrait facilement se lancer dans une carrière de romancière. Elle nous offre déjà un agréable moment littéraire avec sa petite musique triste et pudique sur un temps qui est aussi le nôtre. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

► Laurence Varaut, *À l'affiche*, Lis & Parle éditions, novembre 2025.

Art de vivre

## La Table monde



Pour faire une savoureuse *Histoire du monde par la gastronomie*, prenez une bonne dose de Jul, notre auteur de bandes dessinées et dessinateur de presse national, que vous saupoudrez sur de belles tranches

d'Aïtor Alfonso, enseignant en littérature et civilisation hispaniques, critique gastronomique et instagrameur sous le pseudonyme de « Sauce Gribiche ». Vous obtenez ainsi le premier volume de *La Faim de l'histoire*, un ouvrage à quatre mains qui invite à manger avec Jésus et les Apôtres, avec Don Quichotte au siècle d'or, avec les esclaves dans le sud des États-Unis, avec Staline en URSS, avec Fidel Castro à Cuba, en Inde avec Gandhi, dans le désert avec les Touaregs, au Japon avec les samouraïs, dans l'espace avec les astronautes, etc. Un menu en vingt-cinq plats inspiré de 40 000 ans d'Histoire du monde, que l'on dévore d'une traite sans craindre l'indigestion. Des illustrations exquises, des anecdotes croustillantes, des jeux de mots à point et des textes bien taillés et richement documentés nous proposent un voyage culinaire dans le temps. Or, « rien n'est plus révélateur de l'aventure de notre Humanité que ce que l'on mange dans un lieu et à une époque donnés... ».

À quand la sortie du volume II? On a faim... de l'Histoire! ■

M. B.

► Aïtor Alfonso et Jul, *La Faim de l'histoire, une Histoire du monde par la gastronomie*, volume I, Dargaud.

Bande dessinée

## Quand les BD en font toute une histoire

On s'appesantira pas sur la symbiose entre la bande dessinée et l'Histoire : elles se vivifient et, même lorsqu'elle vire au roman historique, la bd demeure, sauf exceptions, une remarquable initiatrice qui aide à comprendre le côté épique que peut revêtir le passé. Voici quelques titres qui, de la mythologie antique à la période contemporaine, nous plongent dans des époques plus ou moins anciennes et plus ou moins légendaires.

Nombreux sont les auteurs se servant des vieux récits transmis d'abord de façon orale, ce qui constituait d'ailleurs une excellente manière de faire vivre les faits rapportés (ou inventés). Peut-être parce qu'il est né dans la Grande Grèce, à Tarente, l'Italien Cosimo Ferri excelle à restituer les héros mythologiques. Ainsi en est-il avec son dernier-né, *Un Nouveau Destin*, qui constitue le début de sa trilogie sur Héraclès (Graph Zeppelin), lequel fait la part belle à ses combats contre les animaux. Autre personnage légendaire, voici Isis dans *Les Mystères dévoilés* (Graph Zeppelin), dont Emka et sa comparse Winona offrent le début d'un diptyque, *Celle qui a été*, plein d'émotions, d'évocations et d'interrogations.

Éclectiques, ces deux auteurs se sont aussi attaqués à la mythologie nordique, trop souvent réduite, pour ce qui concerne la bd, aux super-héros style Thor. Profitions-en pour saluer l'œuvre d'Olivier Peru et de Pierre-Denis Goux, dont a été publiée l'intégrale de *Mjöllnir* (Soleil), un travail très personnel, à l'origine en



trois tomes et qui raconte la transformation d'un petit homme en géant. Au milieu des dragons et des monstres, dans des paysages malmenés par les éléments, cette réécriture des légendes vikings captive le lecteur.

Sujet encore moins abordé, le début de la Reconquista des chrétiens du nord de l'Espagne à partir du X<sup>e</sup> siècle est décrit avec le moment-clé de *La Bataille de Simancas* (Graph Zeppelin). Sous la plume de Rafael Jiménes et le crayon de Raúl Cáceres, on suit les terribles affrontements, non dépourvus de trahisons, qui amenèrent la défaite du calife omeyyade Abdérame III.

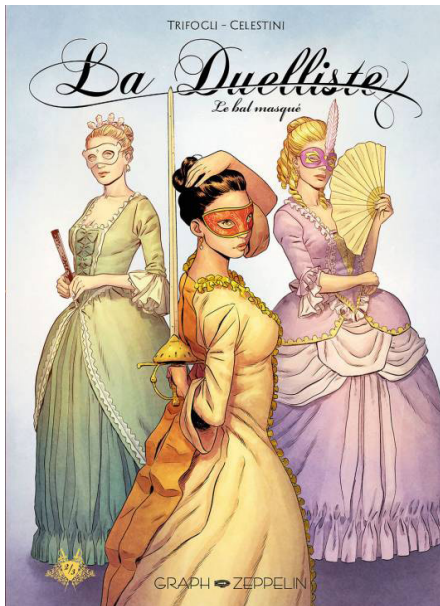
Sautons au XVIII<sup>e</sup> siècle, plus particulièrement en France. Francesco Trifogli poursuit son originale description de *La Duelliste* (Graph Zeppelin), qui veut à tout prix venger, l'épée à la main, son père tué en duel ; c'est bien troussé et très prenant. Philippe Thiraut et Damien Jacob, eux, reprennent le roman d'Henri Lœven-

bruck, *Le Loup des Cordeliers* (Phileas), pour en tirer deux tomes consacrés à cette intrigue policière des débuts de la Révolution, non sans un regard critique. Mentionnons enfin, dix ans après, la reprise du passionnant *Bonaparte* de Noël Simsolo et Fabrizio Fiorentino, cette fois sous la houlette du groupe Prisma Media (d'où le surtitre Geo Histoire), toujours co-édité par Glénat et Fayard.

Voici maintenant un parcours de près de deux siècles, puisqu'il commence en 1830 lorsque la Belgique proclame son indépendance pour se soustraire à l'autorité néerlandaise ; y régnera, après un flottement, Léopold de Saxe-Cobourg et Gotha, apparenté à celle qui deviendra la reine Victoria et qui épouse la fille du roi des Français Louis-Philippe. Dans l'album *Les Rois des Belges* (Le Lombard), Jean-Philippe Thivet, Arnaud de la Croix et Vicente Cifuentes déroulent, sans cacher certaines difficultés, la succession de ces sept monarques – mais sans trop s'attarder sur le régent Charles, en fonction de 1944 à 1950.

Deux ouvrages s'attachent aux deux guerres du XX<sup>e</sup> siècle vues par des enfants français. Reprenant la célèbre bande dessinée de Régis Hautière et Hardoc parue sous forme de onze albums chez Casterman, les éditions Larousse proposent une sorte de résumé sous forme d'extraits de quotidiens plus ou moins fictifs, intitulée *La guerre des Lulus. Le journal*. De leur côté, Benoît Ers et Vincent Dugomier sortent *Les Jours heureux*, neuvième tome de la série *Les Enfants de la Résistance* (Le Lombard), en fait le moment du débarquement.

Terminons par le premier tome d'une enquête de police se déroulant pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans *Maroc*, début de *Sans peur et sans pitié* (Paquet), Jean-Claude Clerjeaud, Jean-Charles Gaudin et Davide Fabbri nous emmènent au sein d'un régiment de tirailleurs marocains ; inattendu et captivant. ■ GIHÉ



- Cosimo Ferri, *Héraclès* (1), *Un nouveau destin* (Graph Zeppelin), novembre 2025.
- Emka et Winona, *Isis : Les Mystères dévoilés* (1), *Celle qui a été* (Graph Zeppelin), novembre 2025.
- Olivier Peru et Pierre-Denis Goux, *Mjöllnir* (Soleil), 2018.
- Rafael Jiménes et Raúl Cáceres, *La Bataille de Simancas* (Graph Zeppelin), novembre 2025.
- Francesco Trifogli, *La Duelliste* (2), *Le Bal masqué* (Graph Zeppelin), novembre 2025.
- Philippe Thiraut et Damien Jacob, *Le Mystère de la main rouge* (Phileas), novembre 2025.
- Noël Simsolo et Fabrizio Fiorentino, *Bonaparte* (Glénat, Fayard), septembre 2025.
- Jean-Philippe Thivet, Arnaud de la Croix et Vicente Cifuentes, *Les Rois des Belges* (Le Lombard), septembre 2025.
- Benoît Ers et Vincent Dugomier, *Les Enfants de la résistance* (9), *Les Jours heureux* (Le Lombard), septembre 2024.

PHOTO JANE-LOUP FERNANDEZ



Ludivine Sagnier. Éblouissante dans le rôle titre.

Chronique théâtrale

## Bovary Madame ou Madame Bovary

par D. J. Heller.

**Christophe Honoré signe la mise en scène du roman de Gustave Flaubert pour le théâtre. Le cinéaste s'attaque à un monument de la littérature française. L'adaptation d'un roman au théâtre est un exercice périlleux, et la sobriété est parfois salutaire.**

En 1857, à la sortie de son roman sous-titré *Mœurs de province*, Gustave Flaubert fut traîné en justice pour offense publique à la morale et à la religion. La France du XIX<sup>e</sup> siècle était en pleine révolution industrielle; la bourgeoisie consolidait son pouvoir avec de nouvelles normes culturelles. L'héroïne de Flaubert bousculait cette belle organisation. Emma est la fille d'un riche propriétaire normand et épouse par obligation le médecin de famille, Charles Bovary. Elle idéalise sa nouvelle vie, rêve de réceptions, de luxe, mais se trouve confrontée à la morosité, à la solitude d'une femme de notable ordinaire de province. Emma ira chercher l'aventure dans les bras d'un amant, Léon Dupuis, jeune clerc de notaire en formation, puis d'un autre, Rodolphe, salaud ordinaire. Voulant paraître pour exister, elle s'endette, achetant bijoux, broderies, belles étoffes. La spirale de la dépression se met en place, et finira par avoir raison de la vie d'Emma.

Ce rappel est nécessaire car Christophe Honoré va complètement déstructurer l'histoire. Il surprend le spectateur en plaçant l'intrigue dans un cirque. « *C'est un cirque tragique, pas festif. On est davantage du côté de Lola Montès d'Ophüls que du chapeau joyeux* », annonce-t-il.

Les références du cinéaste ne sont pas loin. De François Truffaut à Jacques Demy à qui il rendra hommage dans deux films musicaux, *Les Chansons d'amour* en 2007 et *Les Bien-Aimés* en 2011. Il sera sélectionné dans plusieurs festivals, dont le prestigieux Festival de Cannes. Il sera primé aux fes-

tivals de Cabourg et Locarno, et obtient le prix Louis-Delluc en 2018 pour *Plaire, aimer et courir vite*, tourné dans sa Bretagne natale. Rappelons également qu'il a commencé sa carrière comme romancier. Enfin, pour compléter le *curriculum vitae* de cet artiste complet, rappelons qu'il s'est aussi frotté à l'opéra en montant le *Dialogue des carmélites* de Francis Poulenc d'après le chef-d'œuvre de Georges Bernanos, puis *Pelléas et Mélisande* de Debussy, *Così fan tutte* de Mozart et enfin *Tosca* de Puccini.

**Emma, une femme d'aujourd'hui.** – Dans son adaptation du roman de Flaubert, nous allons retrouver sur scène un concentré de Christophe Honoré. De la provocation dans la mise en espace, des scènes chorégraphiées de façon simple et efficace, un support vidéo qui renvoie au cinéma de l'auteur, quelques chansons populaires, et enfin un choix d'acteurs hors norme, notamment Ludivine Sagnier, éblouissante dans le rôle-titre. Le jeu de l'actrice, tout en légèreté, est l'incarnation même de l'héroïne. On vit avec elle sa descente aux enfers. Elle crève la scène, paraissant parfois joyeuse, souvent lascive, toujours insatisfaite, et parfaitement mise en valeur par les lumières, les costumes et la mise en scène. La direction d'acteurs est un des points d'excellence du metteur en scène. Et ce qui est vrai dans sa filmographie l'est également au théâtre. Il sublimerait Marina Foïs, Molière de la meilleure actrice en 2019, dans sa remarquable création *Les Idoles*. Dans cet hommage vibrant aux artistes et intel-

lectuels frappés par le sida au début des années quatre-vingt-dix – Jacques Demy bien sûr, Jean-Luc Lagarce, metteur en scène et dramaturge, Bernard-Marie Koltès également auteur, le journaliste Cyril Collard –, elle incarnait l'écrivain Hervé Guibert. En 2024, il dirigea Chiara Mastroianni dans *Le Ciel de Nantes*, une histoire de famille simple dans une famille compliquée.

Dans ce cirque de la vie, Honoré restera à distance de son héroïne pour ne pas en faire une martyre féministe. Emma refuse la médiocrité avec obstination. Mais le monde qui l'entoure en décide autrement. Et c'est peut-être par amour de cette femme libre que Christophe Honoré refusera de la faire mourir sur scène, contrairement au roman de Flaubert. Madame Bovary renaîtra en Bovary Madame. On peut cependant regretter quelques artifices de mise en scène et une débauche de moyens qui n'ajoute rien à l'œuvre théâtrale. On se lasse aussi de quelques scènes dénudées, tarte à la crème du théâtre « moderne ». En dehors de ces détails, ce spectacle de deux heures trente réussit à sublimer l'œuvre de Gustave Flaubert en la réinventant tout en lui restant fidèle.

Dans un autre style, il faut également voir *Madame Bovary en plus drôle et moins long*, vu au festival d'Avignon et toujours en tournée. Avec une économie de moyens, cinq cubes de couleur, les deux jeunes actrices en salopette, Marion Pouvreau et Camille Broquet, revisitent ce chef-d'œuvre avec une formidable générosité et un humour décoiffant. Fidèles au roman, elles parviennent à nous emmener dans un univers où elles nous donnent le texte avec légèreté tout en incarnant de façon très convaincante tous les personnages. Le jeu est parfaitement maîtrisé, les répliques fusent, et la complicité des actrices est palpable. En sortant de la salle, on aurait envie qu'elles réinventent d'autres chefs-d'œuvre de la littérature classique. ■

► **Bovary Madame, une pièce écrite et mise en scène par Christophe Honoré. En tournée dans toute la France (Lyon du 7 au 15 janvier, Douai du 21 au 24 janvier, Angers les 30 et 31 janvier, du 20 mars au 16 avril à Paris...).**

► **Madame Bovary en plus drôle et moins long, de et par Camille Broquet et Marion Pouvreau. En tournée dans toute la France (Le Havre le 18 décembre, Saint-Maixent le 16 janvier, Mauléon le 23 janvier).**





D.R.

Des royalistes contre les nazis (85)

## Olivier et Yolaine de Sesmaisons (2)

par François-Marin Fleutot.

Monsieur et Madame de Sesmaisons poursuivent leur action en faveur des prisonniers, des réfractaires au STO, et des réseaux de résistance jusqu'à la libération du pays nantais, en août 1944. Après-guerre, Olivier fera une carrière politique et Yolaine soutiendra son action.

Madame Yolaine de Sesmaisons va être accompagnée et soutenue, pendant toute l'Occupation, par plusieurs personnes remarquables. Sa grande amie est Madeleine de Charette de La Contrie (1898 †1998), dont le mari Georges (1903 †1982) est un descendant de Monsieur de Charette, l'ancien des guerres d'indépendance des États-Unis et surtout le chef de l'Armée catholique et royale, fusillé à Nantes le 29 mars 1796. La grande dame souffre beaucoup de la captivité de son mari et de la mort, dans les camps nazis, de deux de ses cousins, Henri de Pimodan et Jacques de Poix (pour la famille de Poix, voir *Royaliste* n° 1220, le réseau Marie-Odile).

Trois autres dames vont partager son aventure. Madame Yolaine de Sesmaisons fait la connaissance d'une réfugiée à Mauves-sur-Loire (Loire Inférieure), madame Schneider, Strasbourgeoise, parlant couramment l'allemand, qui va l'accompagner dans toutes ses démarches. Corpulente femme, elle fait pencher la petite voiture, une Rosengart, pendant les milliers de kilomètres que parcourent les deux femmes. Sans demander son reste, à la Libération, elle rentre en Alsace et disparaît sans laisser d'adresse. Autre aide précieuse, celle de demoiselle Maria-Magdalena Guilloux, ancienne bénédictine du couvent d'Argentan, pour

l'heure institutrice à la Desnerie, qui partage son temps entre son enseignement et le secrétariat nécessaire aux activités de la maîtresse de maison. Et encore l'infirmière militaire du centre d'accueil de la Croix-Rouge, madame Jongh, aussi jolie que dynamique, qui s'occupe de trouver des habits civils lorsqu'il s'agit de faire passer des prisonniers, ou des STO, dans la clandestinité...

**« Modèle d'abnégation et de vertu patriotique. S'est dépensée sans compter pendant 5 ans au profit des prisonniers militaires ou civils. A sauvé d'une mort certaine soixante-deux prisonniers condamnés par l'occupant. A recueilli et hébergé dans sa propriété pendant plus d'un an de nombreux réfugiés. Enfin, a déterminé son fils, jeune saint-cyrien, à combattre dans la Résistance, donnant par la suite la preuve du plus beau courage au moment de l'arrestation de ce dernier, torturé puis déporté en Allemagne. »**

Général de Gaulle  
(extrait de son hommage à Yolaine de Sesmaisons).

Madame la marquise Yolaine de Sesmaisons va passer à Vichy pour deman-

der aide et assistance. Oh, la mère de famille de huit enfants est très bien reçue, le 26 août 1941, par le Maréchal qui la retient à dîner... Dès le lendemain on lui porte deux lettres, l'une du général Laure (secrétariat général) et l'autre du général Huntziger, la remerciant pour ses actions en faveur des prisonniers. Ce sera la seule « aide » qu'elle recevra de l'État français. Elle retournera à Vichy en novembre 1942 et là obtiendra de Pierre Laval une réponse simple et sans appel : « *Dans les prisons, Madame, qui y a-t-il ? Mon assassin !* »

Malgré l'occupation totale de la France, la dame de la Desnerie va poursuivre ses actions à Nantes, Rennes, Brest, Quimper, Angers, Tours, et plus loin à Bordeaux, Troyes, Compiègne et même à Paris. Intervenant tant auprès de la Wehrmacht que des immondes SS, tant auprès des tribunaux civils et militaires que dans les administrations. Si elle multiplie ses contacts avec l'occupant, en même temps elle entre en relation avec les groupes de résistance. Elle cache des réfractaires pendant que son mari leur fabrique des faux papiers. Yves de Sesmaisons (1925 †2014) a raconté dans son livre (1) quasiment au jour le jour, les activités de madame sa mère pendant l'Occupation.

Son frère aîné, Jean (1924 †1948), en juillet 1942 est reçu à Saint-Cyr, replié à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Dès l'occupation de la zone Vichy, les élèves sont démobilisés. Il rentre à la Desnerie. Avec l'accord de ses parents, Jean décide de monter à Paris suivre les cours de sciences politiques. Mais ce n'est qu'un alibi puisqu'il entre dans l'Organisation de la résistance armée (ORA) du général Georges Revers (1891 †1974) en qualité d'agent de liaison.

**Une famille de combattants.** – Madame sa mère, poursuivant son action humanitaire, sortant de l'hôtel Majestic (Paris) où elle vient de rencontrer les dignitaires nazis, déjeune avec son clandestin de fils au restaurant des Ministères, tenu par madame Gardes. Celle-ci est la mère de Jean (1914 † 2000), un héros de la bataille de France (1940), parti faire la guerre dans l'armée de Lattre. Il fera beaucoup parler de lui dans l'Algérie des années 1960 : le colonel Gardes devient en effet l'un des chefs de l'Organisation de l'armée secrète (OAS).

Pour ses vingt ans, Jean de Sesmaisons est arrêté par la Gestapo le 8 février 1944, avec ses amis Jacques de Barry (1922 † 2003) et Michel Froment (1925 † 1944). Ils rejoignent Jacques Tyrel de Poix, arrêté quelques jours plutôt. Torturé, incarcéré à Fresnes, il part du camp de Royallieu (Compiègne) pour Buchenwald. Devenu le n° 49415, il rejoint le camp de Dora, dont il s'évade le 4 avril 45. Après-guerre, il retrouve son jeune frère, Yves, dans l'armée. Les deux participent à la guerre d'Indochine. Le lieutenant Jean de Sesmaisons meurt pour la France, dans une embuscade à Ninh Hòa le 5 janvier 1948, pendant que son frère, le futur général, est prisonnier du Vietminh au Tonkin.

Dès les premières arrestations, en 1940, Berty Albrecht (Combat) organise un service clandestin de soutien aux familles. Le délégué du général de Gaulle, Alexandre Parodi, crée en février 1944 le Comité des œuvres sociales des organisations de Résistance (COSOR), que prend en charge le père Pierre Chaillot (*Témoignage chrétien*). Immédiatement, Yolaine de Sesmaisons devient sa représentante en Loire-Inférieure. Elle ne va pas chômer puisque les arrestations, les procès sans appel, les condamnations et les déportations se multiplient. Dresser la liste des familles qui ont bénéficié des actions de madame la marquise serait long et fastidieux. Qu'ils soient FFI, réfugiés, juifs, roturiers ou nobles, tous ont droit à sa sollicitude.

Le pays nantais est libéré le 12 août 1944. Dès novembre, Yolaine de Sesmaisons est membre de la commission de surveillance de la prison Lafayette (Nantes), où sont emprisonnés les collabos. Elle est faite chevalier de la Légion d'honneur et reçoit la croix de la Libération (avec palmes). Reprenant sa vie de famille, elle mourra le 20 mars 1977. Monsieur Olivier de Sesmaisons, membre du comité départemental de libération (CDL), est élu député de la Loire-Atlantique jusqu'à sa disparition le 15 janvier 1967. Toujours secondé par sa femme, il adhère au Rassemblement du peuple français (RPF), le quitte, rejoint les Indépendants, mais vote, le 1<sup>er</sup> juin 1958, l'investiture du général de Gaulle. ■

(1) Yves de Sesmaisons, *Une Nantaise dans la Résistance: Yolaine de Sesmaisons, 1940-1945*, éditions Coiffard, 2003.



Le roi Felipe VI d'Espagne remet à sa mère, la reine Sophie, les insignes du collier de la Toison d'or.

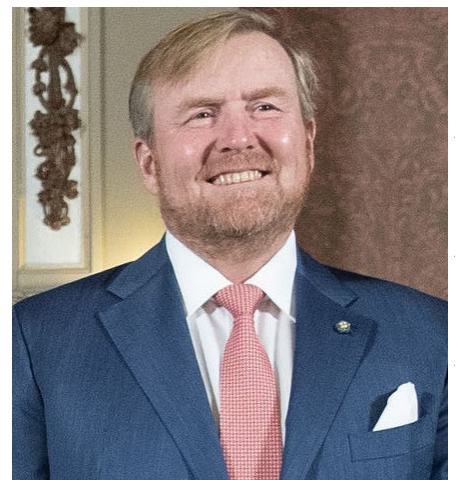
SOURCE: SITE OFFICIEL DE LA MAISON ROYALE D'ESPAGNE.

## Brèves royales

■ **21 novembre. Madrid.** – Remise des insignes du collier de la Toison d'or, la plus haute distinction espagnole, à la reine émérite Sophie, 87 ans, à l'ex-Premier ministre Felipe González et à deux rédacteurs de la Constitution de 1978, par le roi Felipe VI. Le roi, la reine Letizia et leurs deux filles, la princesse héritière Leonor, et la reine émérite Sofia ont ensuite assisté, au Congrès des députés, à un colloque intitulé « 50 ans après : la Couronne dans la transition vers la démocratie » et conclu par le roi. Le lendemain, un déjeuner privé de famille a célébré la distinction de la reine émérite. L'ancien roi Juan Carlos était présent sans cependant être apparu en public. La famille royale de Grèce était réunie (Sophie était princesse de Grèce) ainsi que diverses branches des Bourbons.

■ **21 au 26 novembre. Pékin.** – Visite d'État en Chine du roi des Tonga Tupou VI, 66 ans, et de son épouse. C'est la seconde visite d'État après celle de 2018. Le roi, qui a accédé au trône en 2012, a supprimé, le 8 août dernier, le ministère des Affaires étrangères pour les rattacher directement à lui. Celles-ci comme le ministère de la Défense étaient déjà supervisées par son fils, le prince héritier Siaosi (George) Tuku'aho, 40 ans. Seul monarque océanien, d'une dynastie qui remonte à 1865, le pays étant indépendant du Royaume-Uni depuis 1970 et membre du Commonwealth, le roi Tupou VI est au centre de fortes rivalités entre la Chine, les États-Unis, l'Australie. Il règne sur trois archipels de 170 îles et îlots fort convoités pour leur position stratégique. Sur 100 000 habitants (outre 45 000 Tongiens à l'étranger), la présence chinoise est non négligeable.

■ **1<sup>er</sup> au 3 décembre. Paramaribo.** – Visite officielle du roi Willem-Alexander et de la reine Máxima des Pays-Bas à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'ancienne colonie de Guyane néerlandaise, le Suriname, célébré le 25 novembre. Première visite depuis celle de la reine Juliana en 1978, elle survient après des années de dictature jusqu'en 2010 et de guerre civile (1986-1992), les dirigeants de l'époque ayant été condamnés aux Pays-Bas pour trafic de cocaïne (le dernier, vice-président jusqu'en juin dernier a été éloigné de tout contact avec le couple royal). Le Suriname est frontalier de la France (le département de Guyane) par le fleuve Maroni. Lors du banquet officiel, puis une rencontre avec les descendants d'esclaves (« marrons ») et les peuples autochtones, le roi a réitéré ses excuses pour la période de l'esclavage (aboli en 1873). Un fonds spécial de 66 millions d'euros a été débloqué à cette occasion pour des projets sociaux en faveur de ces communautés.



Le roi Willem-Alexander des Pays-Bas.

SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE.



■ **2 décembre. Londres.** – Premier volet d'une série de trois documentaires sur la chaîne publique BBC 1 intitulée : « *What's the Monarchy For?* » (À quoi sert la monarchie?) sous la direction du spécialiste officiel des événements royaux depuis plus de quarante ans, David Dumbleby, 87 ans. Le premier, « *Pouvoir* », s'interrogeait sur le contenu des audiences hebdomadaires du monarque avec le Premier ministre dont rien n'est jamais public, et revenait sur les nombreuses lettres aux ministres de Charles lorsqu'il était prince de Galles. Le second volet, « *Argent* », le 9 décembre, dévoile l'ensemble des exemptions dont bénéficie la Couronne sans grande transparence. Le troisième, « *Survie* », le 16 décembre, s'attaque à la stratégie de communication du Palais et au contrôle de l'image qui met en cause la servilité de la chaîne publique au long de son histoire.

MARIE-JO YORK.

### La Maison de France

#### ■ Le comte de Paris à l'Institut

PHOTO DAVID NIVIÈRE



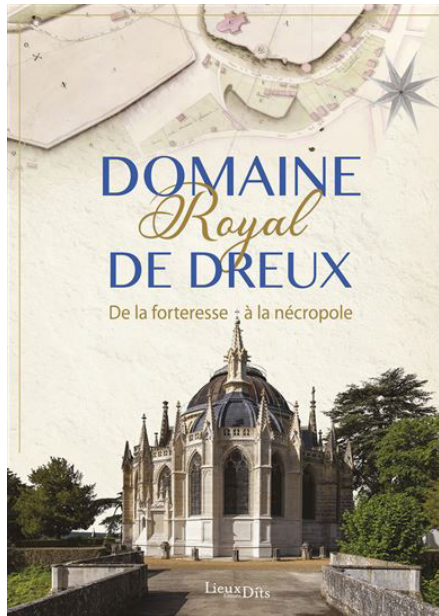
**Mgr le comte de Paris a assisté, le 28 novembre, à la séance de rentrée solennelle de l'Académie des inscriptions et belles lettres à l'Institut de France.** Le prince a tenu à saluer à cette occasion, le travail remarquable des académiciens qui œuvrent à préserver, éclairer et enrichir notre patrimoine intellectuel et historique.

Rappelons que l'Académie des inscriptions et belles lettres est l'une des cinq Académies dont la réunion forme l'Institut de France. Elle est installée dans le palais de l'Institut, dont la célèbre coupole fait face au Louvre. Sa mission vise à développer et à diffuser les connaissances dans les domaines de l'histoire, de l'archéologie, de l'histoire de l'art, de la philologie, la linguistique, la littérature, et l'histoire des idées. Elle exerce une fonction de conseil et d'expertise auprès des autorités publiques et soutient de nombreux travaux de recherche. Grâce à son réseau de correspondants étrangers,

la qualité de ses travaux est reconnue dans le monde entier.

Créée en 1663, sous le règne de Louis XIV, à l'initiative de Colbert, elle a été élevée par une ordonnance royale de 1701 en une véritable institution d'État. Supprimée sous la Révolution, elle est recrée sous la Restauration par une ordonnance royale de 1816 qui lui restitue son appellation d'Académie des inscriptions et belles lettres. Elle est notamment à l'origine de la création, en 1821, de l'École nationale des chartes.

#### ■ Le domaine royal de Dreux



**Nous signalons à nos lecteurs la parution le 28 novembre, aux éditions Lieux-Dits, d'un beau livre sur le domaine royal de Dreux.**

Réalisé à l'initiative de la direction régionale des Affaires culturelles Centre-Val de Loire, et placé sous la direction de Fabienne Audebrand, Denis Grandemenge et Irène Jourd'heuil, cet ouvrage de référence a fait l'objet d'un lancement officiel le 10 décembre à l'Institut national d'histoire de l'art (INHA), en présence de Frédéric Baleine du Laurens, président de la Fondation Saint-Louis.

Choisie par Louis-Philippe comme nécropole de la famille d'Orléans, la chapelle royale de Dreux est un chef-d'œuvre de l'architecture du XIX<sup>e</sup> siècle, orné d'une foisonnante sculpture monumentale et paré de remarquables vitraux, notamment de la manufacture de Sèvres d'après des cartons d'Ingres. Théâtre du gisant, elle abrite par ailleurs un exceptionnel ensemble de tombeaux dus aux meilleurs ciseaux de l'époque comme Chapu, Mercié, Millet, Pradier...

L'ouvrage permet également de redécouvrir les origines de ce site entré il y a mille ans dans le domaine capétien. Il souligne en particulier l'importance de son patrimoine médiéval. Les récentes

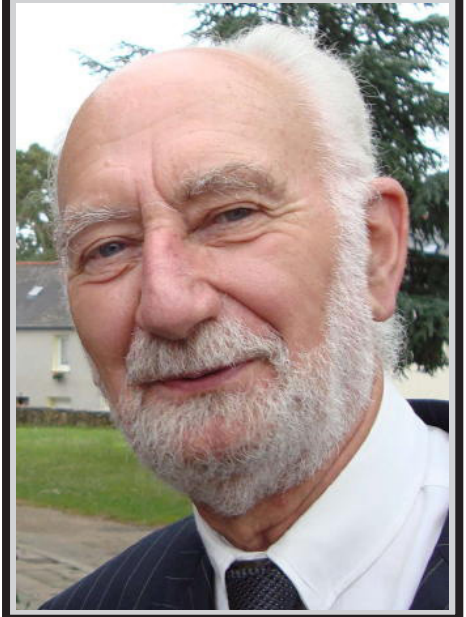
recherches en archives et l'inventaire du mobilier révèlent la richesse des cérémonies funéraires et témoignent des séjours du roi Louis-Philippe et de sa famille en ces lieux.

### La Nouvelle Action royaliste

#### ■ Luc de Goustine

Nous faisons part avec beaucoup de tristesse du décès de notre camarade et ami **Luc de Goustine**, fidèle militant de la NAR membre de son comité directeur pendant de longues années. *Royaliste* reviendra plus longuement dans son prochain numéro sur l'œuvre et la personnalité de Luc, qui fut aussi essayiste et éditeur, et toujours un homme de grande culture et de parfaite courtoisie.

À son épouse, Françoise, à toute sa famille et à ses proches, le comité directeur de la NAR adresse ses condoléances et toute son amitié.



#### ■ Conseil national et CD.

• **Le conseil national de la NAR s'est réuni le 6 décembre à Paris.** À l'ordre du jour de cette importante réunion : le point de la situation politique, l'examen des options stratégiques proposées aux royalistes, notre programme d'action sur 2026-2027, le rapport sur le budget et le fonctionnement de la NAR, le développement de nos publications et le renforcement de notre présence sur les réseaux sociaux. Nos adhérents recevront prochainement un compte rendu de cette journée de travail.

• **Le comité directeur de la NAR s'est réuni le 9 décembre** pour définir et préciser les conditions de mise en œuvre

du programme d'action défini lors du conseil national. Prochaine réunion du CD : le mardi 6 janvier.

## Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise depuis près de 50 ans un cycle de conférences, les **Mercredis de la NAR**, auxquelles participent régulièrement des personnalités du monde politique, du monde économique ou intellectuel.

Les conférences sont enregistrées en vidéo, en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande sur le serveur du journal [lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr](mailto:lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr)). Pour accéder à ces entretiens sur notre chaîne YouTube et s'y abonner, un seul lien : [www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste](https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste)

### ■ Mercredi 17 décembre Conférence d'Olivier Dard sur l'histoire de « L'Ordre moral »

SOURCE : SORBONNE UNIVERSITÉ



Historien, professeur à la Sorbonne, Olivier Dard est un de nos meilleurs spécialistes de l'histoire politique. Il a

récemment publié : *Le Dictionnaire du conservatisme* (Avec Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois, Le Cerf, 2017), *Le Dictionnaire du populisme* (Avec Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois, Le Cerf, 2019), *Le Dictionnaire du progressisme* (Avec Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois, Le Cerf, 2022), *Février 34. L'affrontement* (Fayard, 2024).

**Olivier Dard présentera son dernier livre, *L'Ordre moral (1873-1877): Royalisme, catholicisme et conservatisme*, Le Cerf, octobre 2025.**

### ■ Mercredi 14 janvier Conférence de Baptiste-Roger Lacan sur l'Histoire de l'extrême droite

Agrégé d'histoire, ancien élève de l'École normale supérieure et diplômé de Sciences Po Paris, Baptiste Roger Lacan est docteur en histoire contemporaine. Il est membre associé de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine depuis juillet 2023 et chargé de recherche à la Fondation Napoléon depuis 2024.



D.R.

Spécialiste des droites et du courant contre-révolutionnaire, il a récemment publié *Le Roi, une autre histoire de la droite* (Passés composés, mars 2025).

**Baptiste Roger-Lacan présentera son dernier livre, *Nouvelle Histoire de l'extrême droite, France 1780-2025*, Seuil, octobre 2025.**



## Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

**VERSION PAPIER**  TROIS MOIS (30 €)  SIX MOIS (45 €)

UN AN (70 €)  UN AN SOUTIEN (140 €)

**VERSION PDF**  UN AN (45 €)  UN AN SOUTIEN (55 €)

Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom : .....

Adresse : .....

Code postal/Ville/Pays : .....

Tél. portable : ... Courriel : .....

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

**Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON**  
**Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX**

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

## Royaliste

Directeur politique : Bertrand Renouvin

Directeur de la publication : Yvan Aumont

Rédaction administration :

Nouvelle Action Royaliste

Lot 1674

101, rue de Sèvres, 75006 Paris

Téléphone : 01 71 06 32 91

[lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr](mailto:lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr)

ISSN 0151-5772

Publié par la NAR

Siret : 897 894 127 00017

Édité par Spfc-Acip

Siret : 418 382 149 00015

Imprimé par RPS REPRO

Siret : 419 745 484 00024

Dépôt légal à publication - CPPAP n° 0425 D 84



D.R.

Par Bertrand Renouvin

## Sortir de la tenaille identitaire

Année après année, les sondages nous disent que le pouvoir d'achat est la priorité des Français. Puis les polémiques médiatiques reprennent sur l'immigration couplée à l'insécurité, et le Rassemblement national suivi par la droite classique tend son panier où s'amassent les voix. C'est ce scénario qu'on s'appête à reprendre pour la prochaine campagne présidentielle, sous le regard indigné de la gauche. Une gauche qui n'a toujours pas compris que l'indignation nourrie de référence au fascisme n'avait jamais fait reculer l'insupportable « *bête immonde* ». D'ailleurs, l'antifascisme, c'est comme les sondages : on choisit ce qui arrange. En Italie, Gianfranco Fini, qui avait commencé sa carrière avec les héritiers de Mussolini avant de devenir vice-président du Conseil, est très vite apparu, aux yeux des élites européennes, comme un homme tout à fait fréquentable. Il en va de même pour Georgina Meloni, qui a suivi le même chemin.

Que les jeunes loups de la droite radicale choisissent le confort des positions assises ne saurait nous étonner. C'est le chemin que prend sous nos yeux Jordan Bardella, avec l'onction du délinquant multirécidiviste qui sert de parrain à la droite et la bénédiction quasi quotidienne des médias possédés par des patrons de l'industrie et de la finance. Il s'agit de préparer l'arrivée au pouvoir d'un Rassemblement national rajeuni, assagi, grossi par les restes de LR, aimablement soumis aux règles du néolibéralisme.

Le calcul est judicieux. L'élimination probable de Marine Le Pen vient renforcer l'hypothèse d'une forte progression du Rassemblement national et de l'arrivée de Jordan Bardella à l'Élysée, comme candidat du ressentiment porté par un pari sur l'homme neuf. Le voici engagé sur un vaste boulevard, sans voir les deux obstacles qui peuvent faire tout capoter.

Le premier, c'est une lutte sociale de forte intensité, paysanne comme celle qui se dessine, ouvrière au sens large, qui placerait le Rassemblement national devant un choix douloureux : ou bien soutenir le mouvement social et s'aliéner les parrainages financiers et médiatiques ; ou bien rester sur une prudente réserve et apparaître comme le nouveau pilier de l'ordre injuste des choses. Même si les stratèges du Rassemblement national ne sont pas tous rompus à la guerre de classes, ils ont entendu les commentateurs dire à maintes reprises que leurs électeurs sont à droite quant à l'immigration et à la sécurité, mais à gauche en matière sociale puisqu'ils ont refusé la réforme des retraites.

Le deuxième obstacle se présente sous la forme de la « *tenaille identitaire* » mise en évidence par le regretté Laurent Bouvet. De-

puis des années, la chaîne CNews, souvent relayée par *Le Figaro* qui a toujours plusieurs fers au feu, mène une campagne d'agitation permanente sur l'invasion migratoire et l'insécurité, en assurant la promotion de trois spécialistes de la guerre civile verbale sous prétexte de défense d'une identité mythifiée : Éric Zemmour, Mathieu Bock-Côté et Philippe de Villiers (1).

Nul ne peut ignorer que les mots peuvent provoquer le passage à la violence. Les groupes industriels et financiers qui permettent ou favorisent les pulsions de haine raciale pour détourner les classes moyennes et populaires de la lutte sociale sont parfaitement irresponsables.

L'autre mâchoire de la tenaille est composée de La France insoumise et de ses groupes d'appui. Pour attirer les électeurs issus de l'immigration, Jean-Luc Mélenchon s'est réinventé en promoteur d'une prétendue « *nouvelle France* » urbaine, musulmane, féministe, racisée, créolisée, qui s'opposerait à la vieille France rurale, blanche, réactionnaire, sioniste... Diffusée par un groupe sectaire, étrange caricature des pires aspects du communisme stalinien, cette propagande s'oppose point par point à celle du courant identitaire en vue d'un choc frontal, inexpiable. Épouvantée et ravie de ce programme horrifique, la droite des « *valeurs* » érige Jean-Luc Mélenchon en ennemi principal et le conforte dans sa posture antifasciste. La haine, c'est mieux quand on l'excite à deux.

Le Rassemblement national croit pouvoir coiffer tout le monde au poteau en dénonçant vertueusement les menées de l'extrême gauche tout en utilisant hypocritement les exactions intellectuelles de l'ultradroite qui, depuis que Zemmour est en piste, lui sert de repoussoir. Restera la haine diffusée par les deux extrémismes, la peur qui l'accompagne et le choc que provoquerait la victoire de Jordan Bardella. Comment les vainqueurs, qui ont fait leur fortune électorale sur l'identité, pourraient-ils maîtriser les pulsions qu'ils ont suscitées depuis quarante ans ?

Il n'y a pas de réponse. On ne dose pas les fantasmes comme on le fait pour des stimulants psychiques. Nous l'avons souvent dit : le jeu de l'identité et de la différence est infini. Il faut le calmer et l'apaiser en faisant le choix politique de l'unité de la nation, qui est décisif lorsque la patrie est menacée de dislocation. Il va presque sans dire que cette unité doit être incarnée et instituée. ■

(1) Je ferai au printemps une critique détaillée des ouvrages publiés par ces trois personnages.

### Sommaire

#### Pages 2 à 4 : La Politique

Quel service national ? – Nos chars de combat. – Sur le mur de Jean Chouan. – Le radicalisme (1). – La politique au crible.

#### Pages 5 et 6 : La Nation française

Des quartiers de plus en plus difficiles. – Les déçus de l'Union européenne. – Les agriculteurs le dos au mur. – La Quinzaine en France.

#### Pages 7 à 9 : Les Chemins du monde

Le Liban, éternel perdant. – Le Honduras dans la tourmente. – Consul en Palestine. – Les Faits marquants.

#### Pages 10 et 11 : Entretien

Quel avenir pour les vins de Bordeaux ?



#### Pages 12 à 15 : Les Idées et les Livres

De Turenne à Goya : s'adapter pour vaincre. – *Au nom du clan*. – Revue : *L'audace!* – *Dictionnaire de la collaboration*. – Hannah Arendt.

#### Pages 16 à 19 : Les Lettres et les Formes

Cinéma : *Les Braises*. – Roman : *À l'affiche*. – Art de vivre : *La Faim de l'Histoire*. – BD sur l'Histoire. – Théâtre : Madame Bovary.

#### Pages 20 à 23 : Le Mouvement royaliste – Actualité

Résistance royaliste : Olivier et Yolaine de Sesmaisons (2). – Brèves royales. – La Maison de France. – La Nouvelle Action royaliste. – Les Mercredis de la NAR.

#### Page 24 : Éditorial

Sortir de la tenaille identitaire.